

Rapport

Les médias et les OSCs comme mécanismes promoteurs de la bonne gouvernance locale, la paix et la cohésion sociale

Evaluation Finale

Novembre 2014

Evaluateur principal: Koloina Randriamiary

Equipe d'évaluation

- Wolsi Lalahizandry
- Sedera Rajoelison

Contact:

Hilde Deman

Directeur Pays

Email : hdeman@sfcg.org

Tél : (+261) 20 22 493 40

Koloina Randriamiary

Chargée de Suivi & Evaluation

Email : krandriamiary@sfcg.org

Tél : (+261) 20 22 493 40

Table des matières

Liste des figures et tableaux	4
0. Résumé exécutif	5
1. Rappel sur le projet	10
2. Objectifs et Méthodologie de l'évaluation	12
2.1. Objectifs de l'évaluation.....	12
2.2. Critères de l'évaluation	13
2.3. Zone cible et période de l'évaluation.....	15
2.4. Méthodologie	16
2.5. Traitement des données.....	17
3. Résultats de l'évaluation	17
3.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés	17
3.2. Système de suivi du projet.....	19
PROGRES SUR INDICATEURS DES ACTIVITES	20
3.3. Mise en lien avec les objectifs du PNUD	21
3.4. Evaluation selon critère 1 : PERTINENCE	22
<i>Promotion de la bonne gouvernance en accord avec la Politique Nationale de l'Etat et les besoins des groupes cibles</i>	22
<i>Les émissions radios comme vecteurs des informations sur la bonne gouvernance et la cohésion sociale</i>	24
<i>Les OSC comme relayeurs des informations sur la bonne gouvernance et la cohésion sociale</i>	26
3.5. Evaluation selon critère 2 : EFFICACITE	26
<i>Analyse des thématiques traitées dans les émissions Mila Masoandro et sa contribution à l'acquisition de connaissances sur la bonne gouvernance</i>	27
<i>Renforcements des capacités des journalistes en recherche et traitement d'informations sur la gouvernance</i>	29
<i>Renforcement des capacités des OSC sur l'approche Common Ground, la médiation et participation citoyenne</i>	31
<i>Renforcement des capacités des associations des jeunes sur la gestion de projet</i>	31
3.6. Evaluation selon critère 3 : IMPACT	32
<i>Amélioration des connaissances sur la bonne gouvernance</i>	33
<i>Perception sur les actions des autorités</i>	33
<i>La participation citoyenne</i>	35
<i>Changement de perception sur l'implication des jeunes et femmes dans la gestion et le développement de la communauté</i>	36

	<i>Amélioration des connaissances sur les droits et devoirs civiques</i>	39
3.7.	Evaluation selon critère 4 : DURABILITE	40
	<i>Circulation des informations sur les principes de bonne gouvernance, les droits et devoirs civiques</i>	41
	<i>Supports de formation et capitalisation des acquis</i>	42
4.	Leçons apprises	42
5.	Recommandations	43
6.	Annexes	47
	Annexe 1: Termes de références de l'évaluation	47
	Annexe 2: Outils d'évaluation	51
	Annexe 3: Calendrier de l'évaluation	60
	Annexe 4: Liste des personnes rencontrées	62
	Annexe 6 : thèmes traités dans le feuilleton Mila Masoandro	64

Liste des figures et tableaux

<i>Figure 1 : Répartition des enquêtés par catégorie démographique</i>	18
<i>Figure 2 : Répartition des enquêtés selon leur origine ethnique</i>	19
<i>Figure 3 : Enquêtés déclarant écouter Mila Masoandro</i>	25
<i>Figure 4 : Fréquence d'écoute des auditeurs de Mila Masoandro</i>	25
<i>Figure 5 : Raisons qui poussent les enquêtés à écouter Mila Masoandro</i>	26
<i>Figure 6 : Les situations rencontrées dans Mila Masoandro apportent des éléments de connaissances sur les droits et devoirs civiques dans leur communauté</i>	28
<i>Figure 7 : Actions entreprises sur la base des connaissances de la gouvernance véhiculée par l'émission Mila Masoandro</i>	29
<i>Figure 8 : Enquêtés déclarant avoir entendu des émissions sur la transparence, la gouvernance, la recevabilité ou la cohésion sociale à la radio</i>	30
<i>Figure 9: Perception des émissions produites par les journalistes sur la transparence, la gouvernance et la cohésion sociale</i>	30
<i>Figure 10: Qualités des relations entre autorités locales et communautés</i>	31
<i>Figure 11: Graphe comparatif sur la perception de la notion de bonne gouvernance apprises par les enquêtés à travers les émissions produites</i>	33
<i>Figure 12 : Graphe comparatif sur la perception des enquêtés sur leur droit de suivre les dépenses de leur commune</i>	33
<i>Figure 13 : Graphe comparatif sur la connaissance d'au moins 3 responsabilités de la mairie</i>	34
<i>Figure 14: perception sur les raisons à la participation citoyenne</i>	35
<i>Figure 15: participation citoyenne</i>	36
<i>Figure 16 : graphe montrant l'évolution des perceptions sur la participation des femmes à la gestion de la communauté</i>	37
<i>Figure 17 : estimation de l'engagement des femmes au développement de leur communauté</i>	37
<i>Figure 18 : graphe montrant l'évolution des perceptions sur la participation des jeunes à la gestion de la communauté</i>	38
<i>Figure 19 : estimation de l'engagement des jeunes au développement de leur commune</i>	38
<i>Figure 20 : Population enquêtée qui reconnaît avoir des obligations en tant que citoyen</i>	40
<i>Figure 21 : Sujets de discussions lors des rencontres informelles</i>	41
<i>Tableau 1 : Répartition des enquêtés par site et profession</i>	18
<i>Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude</i>	18
<i>Tableau 3 : Tableau comparatif des résultats sur les mécanismes promoteurs de la bonne gouvernance</i>	34
<i>Tableau 4 : tableau de répartition des résultats sur les enquêtés qui reconnaissent avoir un rôle à jouer dans leur communauté (évaluation finale)</i>	35
<i>Tableau 5 : indicateurs d'impacts</i>	40
<i>Tableau 6 : Discussion sur les informations et connaissances acquis sur la bonne gouvernance</i>	41

0. Résumé exécutif

SFCG a mis en œuvre le projet intitulé « *Les médias et les OSC¹ comme mécanismes promoteurs de la Bonne Gouvernance locale, la Paix et la Cohésion Sociale* » financé par le PNUD à travers le Programme Droits, Devoirs et Cohésion Sociale (DDCS) pour une période de 7 mois d'Avril à Novembre 2014. Pour capitaliser les différents appuis apportés aux médias et aux OSCs pour qu'ils puissent jouer leurs rôles effectifs d'information, de facilitation du dialogue, d'interpellation et d'éducation, SFCG a mis en œuvre un projet multidimensionnel qui répond aux besoins des médias et des OSCs de manière synergique et globale, et qui promeut les médias et les OSCs comme acteurs positifs dans la promotion de la paix, la cohésion sociale et la bonne gouvernance. Les capacités des femmes et des jeunes à s'organiser et à utiliser les mécanismes de protection et de promotion de leurs droits civiques, économiques et sociaux ont été renforcées afin qu'ils puissent participer aux débats citoyens et à la prise de décisions au niveau communautaire. L'objectif du projet était d'améliorer l'implication des médias, des OSCs et des citoyens dans la gouvernance locale au niveau de 3 communes cibles de la Région Atsimo Andrefana : Tuléar I, St Augustin et Milenaka.

L'évaluation finale du projet s'est basée sur les critères interdépendants définis par l'OECD-DAC², à savoir la pertinence, l'impact, l'efficacité et la viabilité. Cependant, SFCG confirme qu'il est difficile de se prononcer sur un impact réel dans le sens de changement de comportement, étant donné la courte durée de mise en œuvre du projet (7 mois). A cet effet, l'évaluation s'est focalisé sur les changements à court termes et intermédiaires au niveau des connaissances, attitude, croyance et aptitude.

Ainsi, l'évaluation finale avait pour but et objectifs de :

- 1) Déterminer si les approches/stratégies adoptées étaient appropriées et ont été effectivement appliquées
- 2) Evaluer le processus d'exécution des activités, analyser la façon dont elles ont été menées afin de décider comment elles peuvent être améliorées à l'avenir ; identifier et comptabiliser les meilleures pratiques et les leçons apprises.
- 3) Mesurer les résultats à court et à moyen terme par rapport aux objectifs fixés tels que décrits dans le document de projet.
- 4) Mesurer dans quelle mesure le projet est pertinent pour la population
- 5) Examiner dans quelle mesure le renforcement de capacités et le partenariat ont été effectifs et efficaces;
- 6) Analyser les facteurs exogènes au projet et au SFCG qui ont affecté positivement ou négativement la bonne marche du projet
- 7) Fournir des recommandations dans le cadre de la stratégie, du processus d'exécution du projet afin d'améliorer pour la mise en œuvre, les effets obtenus et la pérennisation des projets similaires.

L'évaluation s'est effectuée en interne par SFCG et était basée sur l'étude de base effectuée en avril dernier. La méthodologie a également été maintenue pour permettre la comparaison avec

¹ Organisation de la société civile

² OCDE-CAD : Organisation de Coopération et de Développement Economique – Comité d'Aide au Développement

des questionnaires permettant une évaluation des résultats à court terme du projet. La méthodologie reste mixte avec des parties quantitatives et qualitatives pour permettre de trianguler les données. Les enquêtes individuelles au niveau des trois communes cibles ont été menées. Les cibles étaient les jeunes (18 à 24 ans) et les femmes au niveau des trois communes dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes filles. En tout, 270 personnes ont été questionnées. Pour la partie qualitative, des rencontres ont été organisées avec les différents groupes cibles et les différentes parties prenantes dans les trois communes cibles: membres de la société civile – Journalistes radio – jeunes – femmes – autorités locales. Environ 15 focus group et interviews individuels ont été menées avec 8 à 10 personnes par focus group. Le personnel de mise en œuvre du projet a été également interviewé.

Synthèses des Résultats

Les résultats de cette évaluation sont basés sur une comparaison avec les résultats de l'étude de base menée en avril 2014.

❖ *Les radios, à travers les émissions, sont mieux écoutées et ont acquis de meilleures pratiques pour promouvoir la bonne gouvernance. Les communautés ont davantage d'opportunités de contribuer aux productions média traitant des thèmes de bonne gouvernance.*

➤ **Connaissance du feuilleton « Mila Masoandro »**

- 20 épisodes du feuilleton « Mila Masoandro » ont été produits et diffusés sur les radios Soatalily et Mazava
- 63% des femmes enquêtées et 59% des jeunes enquêtés déclarent écouter « Mila Masoandro » dans les zones cibles du projet. Avec un taux d'audience équivalent à 61% pour l'ensemble de la population enquêtée : 46% des jeunes et 43% des femmes affirment écouter une émission sur deux.
- 63% des jeunes et 57% des femmes, auditeurs de « Mila Masoandro » enquêtés, affirment que les situations rencontrées dans le feuilleton apportent des éléments de connaissances sur les droits et devoirs civiques dans leur famille. 68% des jeunes et 67% des femmes affirment quant à eux que les situations rencontrées dans « Mila Masoandro » apportent des éléments de connaissances sur les droits et devoirs civiques dans leur communauté.

➤ **Les journalistes traitent et produisent des émissions sur la bonne gouvernance qui promeuvent la transparence et la participation**

- 10 journalistes ont été formés sur la capacité d'analyse, de recherche et de traitement d'informations ainsi que sur la gouvernance qui promeut la transparence, la participation et les solutions collaboratives
- 4 journalistes, toutes des femmes, ont produits des reportages sur la bonne gouvernance avec l'appui de SFCG. En tout, 16 reportages ont été diffusés
- 15 conférences de rédaction ont été tenues avec les journalistes qui ont produits des reportages avec la journaliste coach de SFCG
- 35% des jeunes et 39% des femmes enquêtées ont entendu des émissions sur la transparence, la gouvernance et la cohésion sociale à la radio ces derniers mois.

- 45% des enquêtés ont affirmé avoir acquis des éléments de connaissances sur la bonne gouvernance grâce aux émissions produites par les journalistes, 39% pour les jeunes et 47% pour les femmes.
- 1 débat a été organisé par les journalistes de FMGFAA intitulé « Incitation de la participation citoyenne à l'amélioration du service de l'état civil et de la fiscalité au sein de la commune urbaine de Toliara » et a été diffusé sur 3 radio locales de Tuléar.

➤ **Renforcement des capacités des OSC sur l'approche Common Ground, la médiation et la participation citoyenne**

- Grâce aux OSC, la population a eu une occasion de renforcer ses liens avec les autorités et autres acteurs avec qui ils n'ont pas l'habitude de communiquer. 65% des jeunes et 68% des femmes enquêtés trouvent que leurs relations avec les autorités se sont améliorées grâce au projet.
- 11 membres des OCS ont été formés sur l'approche Common Ground en matière de médiation, communication et participation citoyenne
- 4 débats publics ont été organisés entre les OSCs, les décideurs et les citoyens sur la recherche de consensus sur des sujets concernant le développement de la communauté

❖ ***Les connaissances des communautés dans les zones ciblées sur les principes de bonne gouvernance ont augmenté***

➤ **Amélioration des connaissances sur la bonne gouvernance**

- 60% des enquêtés ont pu au moins citer trois éléments du système de gouvernance contre 31% à l'étude de base. Plus précisément 61% des jeunes (avec un objectif de 40%) et 26% des femmes (avec un objectif de 30%) ont pu citer au moins trois éléments.
- 96% de la population enquêtée pensent avoir le droit de connaître et de suivre les dépenses de leurs communes (contre 55% à l'étude de base). 97% des jeunes, contre 51% à l'étude de base (avec un objectif de 77%) et 92% des femmes, contre 47% à l'étude de base (avec un objectif de 61%)

➤ **La participation citoyenne**

- 95% des enquêtés sont d'accord pour la participation des femmes sur la gestion communautaire (contre 76% à l'étude de base) : 96% parmi les femmes et 97% parmi les jeunes (contre 79% à l'étude de base pour les deux catégories).
- Importance de la participation sociale : l'évaluation finale atteste que 43% de la population pensent que la participation dans la vie sociale est fortement importante (contre 34% à l'étude de base), 18% parmi les femmes (idem qu'à l'étude de base) et 51% parmi les jeunes (contre 45% des jeunes à l'étude de base)
- Importance de la participation fiscale (paiement des impôts, cotisations, etc.) : contre 35% à l'étude de base, 27% de la population enquêtée à l'évaluation finale pensent que la participation fiscale est fortement importante avec 12% des femmes (contre 18% à l'étude de base) et 34% des jeunes (contre 18% des jeunes à l'étude de base). Cette baisse générale (seule exception étant les jeunes) s'explique par le fait que la communauté n'a pas confiance aux autorités locale dans la gestion financière de leur Commune. La population a une mauvaise perception de leurs élus et ne s'intéresse plus aux actions liées à la gestion financière.

- Importance de la participation aux consultations communales : bien que seulement 15% de la population générale enquêtée à l'évaluation finale pense que l'importance d'une participation aux consultations communales est forte (contre 34% à l'étude de base), les chiffres pour les femmes et les jeunes ont augmenté : avec 53% des jeunes (contre 38% à l'étude de base) et 34% des femmes (contre 28% à l'étude de base).
 - Pour ce qui est de la participation des jeunes aux prises de décisions sur la gestion de la communauté ; à l'évaluation finale, 99% de la population enquêtée affirme adhérer à cette idée avec plus de 98% parmi les jeunes (contre 85% à l'étude de base) et 97% pour les femmes (contre 75% à l'étude de base).
- **Amélioration des connaissances sur les droits et devoirs civiques**
- Un concours sur les initiatives civiques a été organisé
 - 18 associations de jeunes ont soumis leur projet au concours « Hente lavitse », 3 ont été sélectionnés et ont bénéficié de formation en gestion de projet, et 2 associations de jeunes (FITAFI et TAFAMAHASOA TOY) ont demandé l'appui de SFCG sur la production d'émission radiophonique.
 - 5 réunions publiques ont été tenues avec les membres des OSC, des autorités locales et autres membres de la communauté dans les 3 communes pour que les jeunes puissent restituer leur projet au concours « Hente lavitse »
 - 10 Emissions radiophoniques « Hente lavitse » qui suivent le progrès de chaque initiative ont été diffusées à la radio
 - L'évaluation finale a montré que 96% des enquêtés reconnaissent avoir des droits en tant que citoyen (contre 93% dans l'étude de base) : 97% parmi les jeunes (contre 94% à l'étude de base) et 92% parmi les femmes (contre 91% à l'étude de base)
 - 63% des enquêtés ont pu citer au moins trois droits en tant que citoyen (même pourcentage qu'à l'étude de base) : 60% parmi les jeunes et 28% parmi les femmes. Si avant le projet, parmi les droits civiques les plus connus, on a le droit d'élire (19%), le droit au travail (19%), et l'égalité entre les individus (10%), on a remarqué que la population a enrichi leurs connaissances sur leurs droits en plus de ce qu'ils connaissaient déjà, notamment sur la liberté d'expression (18%) et le droit à l'éducation (14%).
 - Plus de 95% (contre 84% à l'étude de base) de la population reconnaissent avoir des obligations envers l'Etat avec 96% parmi les jeunes et 94% parmi les femmes.

Recommandations

Les recommandations et les leçons apprises sont détaillées à la fin de ce rapport. En somme les recommandations s'orientent autour :

- **De la participation des femmes et aux actions liées à la bonne gouvernance :** renforcer les approches pour augmenter la participation des femmes aux consultations publiques et inciter les femmes leaders à mobiliser les autres.
- **Renforcements des capacités des autorités locales sur les principes de gouvernance.** Les autorités n'ont pas été notre cible principale pour ce projet. En tant que principal acteur dans le système de bonne gouvernance, il serait mieux de renforcer aussi les capacités des autorités sur les principes de bonne gouvernance
- **Déterminer et éclaircir les rôles de chacun dans le système de fonctionnement de la bonne gouvernance.** En vue d'un objectif commun, qui est la participation de toutes les catégories d'acteurs au système de gouvernance, un panorama des rôles et responsabilités

de chacun dans le système serait plus que nécessaire. Pour cela, instaurer une vision commune des notions de participation et de bonne gouvernance serait de mise.

- **Préférer les projets plus longs (plus de 1 an)** pour avoir le temps d'intégrer les leçons apprises et les feedbacks provenant de la communauté pour renforcer la gouvernance locale et pour promouvoir le changement de comportements et l'atteinte des impacts sur le long terme.
- **Organisation des séances de partage et transfert de compétences entre les personnes formées.** Pour assurer la durabilité du projet, les acteurs qui ont bénéficié de la formation initié par SFCG devraient transférer leurs compétences aux autres membres de la communauté.

1. Rappel sur le projet

Search for Common Ground (SFCG) est une organisation non gouvernementale internationale qui a pour mission de transformer la manière dont le monde gère les conflits en écartant l'approche de confrontation et en privilégiant la recherche de solution par la coopération. SFCG est intimement convaincu que la bonne gouvernance est un élément clé de la paix et de la cohésion sociale avec les médias et les OSCs en tant qu'acteurs centraux.

Dans ce sens, SFCG met en œuvre plusieurs projets pour réussir sa mission dont le projet « **Les médias et les OSC comme mécanismes promoteurs de la Bonne Gouvernance locale, la Paix et la Cohésion Sociale** » financé par le PNUD à travers le Programme Droit, Devoirs et Cohésion Sociale (DDCS), pour une période de 7 mois, de 22 Avril 2014 au 21 Novembre 2014. Le projet a été initié dans la Région Atsimo Andrefana, notamment dans trois communes d'intervention, à savoir les communes de Tuléar I, St Augustin et Milenaka.

Le choix de la zone cible a été défini selon des études antérieures menés par le PNUD, en tenant compte notamment de la situation de la bonne gouvernance, de l'accessibilité aux médias ainsi que du degré de participation des femmes et des jeunes aux activités reliés au développement de la communauté notamment en ce qui concerne la participation citoyenne. Autre raisons, le PNUD a déjà œuvré auprès des OSC de la zone cible, des infrastructures ont déjà été mise en place et des matériels mises à disposition des acteurs. Parmi les infrastructures en place : les Centres des Ressources Média et OSC qui coïncident avec les approches de SFCG dont le triangle d'intervention est la société civile, l'Etat et les médias comme outils pour faciliter la communication. De ces faits, pour un projet de 7 mois, le choix de ces 3 communes s'est avéré judicieux pour faciliter l'intégration et les relations avec les institutions.

Ce choix est aussi justifié par la situation se rapportant au degré de participation des femmes à la vie communautaire. Sur base de discussions avec l'équipe programmatique du PNUD et les résultats de recherches académiques, cette région reste très conservatrice sur la participation des femmes sur la gestion de la communauté, en d'autres termes sur l'approche genre. Certes, des femmes sont devenues des leaders au sein de leur communauté mais la grande majorité d'entre elles se trouve cantonnée aux tâches domestiques. Dernier critère important, le choix des communes a été justifié par le fait que la disponibilité du média radio reste faible dans ces localités, donc la communication entre les acteurs est faible, ce qui induit qu'une approche locale (de par les OSC pour appuyer les médias) est pertinente si on donne aux acteurs les informations pour qu'ils disposent des informations sur leur devoir en tant que citoyen.

Objectifs du projet

L'Objectif général de l'action est d'améliorer l'implication des médias, des OSCs et des citoyens dans la gouvernance locale.

Cet objectif général se décline en deux objectifs spécifiques :

- **OS 1.** Les capacités d'action des médias et des OSC locaux dans la promotion de la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale sont renforcées.

- **OS 2.** Les femmes et les jeunes dans 3 communes de la région d’Atsimo-Andrefana sont sensibilisés sur leurs droits et devoirs civiques et sur le fonctionnement du système de gouvernance démocratique.

Les résultats attendus du projet

- Résultat 1.1: Les médias développent des initiatives pour la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale
- Résultat 1.2: Les citoyens et les OSCs peuvent discuter de leurs préoccupations avec les décideurs locaux (privé et public)
- Résultat 2.1: Un plan de communication/sensibilisation est établi.
- Résultat 2.2: Des activités de sensibilisation auprès des femmes et des jeunes sont menées pour le civisme et la cohésion sociale

Les activités principales sont les suivantes :

1. Former les journalistes sur les techniques du journalisme civique
2. Accompagner les journalistes pour la production des produits sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale
3. Renforcer la capacité des OSCs en dialogue, participation citoyenne, médiation et communication
4. Organiser des débats publics orientés vers des solutions et la collaboration entre les OSCs – les décideurs et les citoyens avec une participation des journalistes locaux
5. Produire et diffuser, dans le dialecte local, un feuilleton radiophonique pour promouvoir la gouvernance et la cohésion sociale au niveau des femmes et des jeunes
6. Organiser un concours d’initiative de civisme local ciblant les jeunes au niveau de 3 communes cibles de la Région Atsimo Andrefana
7. Produire et diffuser une série d’émissions radiophoniques « réalité »
8. Organiser des réunions publiques dans chaque commune pour faciliter un dialogue et des échanges entre les groupes qui mettent en œuvre les initiatives de civisme et des jeunes.

Les groupes cibles sont:

- 10 journalistes membres de l’association des journalistes de la région d’Atsimo Andrefana
- 15 membres de l’organisation de la société civile de la zone d’intervention
- Les jeunes et les femmes de la zone d’intervention
- L’audience des émissions SFCG

Les zones d’intervention

Trois communes de la Région Atsimo Andrefana sont concernées par ce projet, à savoir la Commune urbaine de Tuléar I, la Commune de St Augustin et la Commune de Milenaka

Partenaires du projet

Radio Soatalily, Centre des Ressources des Médias, Centre des Ressources des OSCs, Commune Urbaine de Tuléar I, Commune de St Augustin, Commune de Milenaka, l'association des journalistes de la Région Atsimo Andrefana ou FMGFAA

2. Objectifs et Méthodologie de l'évaluation

2.1. Objectifs de l'évaluation

L'évaluation est basée sur les critères interdépendants définis par l'OECD-DAC, à savoir la pertinence, l'impact, l'efficacité et la durabilité. Cependant, SFCG confirme qu'il est difficile de se prononcer sur un impact réel dans le sens de changement de comportement, étant donné la courte durée de mise en œuvre du projet (7 mois). A cet effet, l'évaluation se focalisera sur les changements à court termes et intermédiaires au niveau de connaissance, attitude, croyance et aptitude.

Donc, l'évaluation finale a pour but et objectifs de :

- Déterminer si les approches/stratégies adoptées sont appropriées et ont été effectivement appliquées
- Evaluer le processus d'exécution des activités, analyser la façon dont elles ont été menées afin de décider comment elles peuvent être améliorées à l'avenir ; identifier et comptabiliser les meilleures pratiques et les leçons apprises.
- Mesurer les résultats à court et à moyen terme par rapport aux objectifs fixés tels que décrits dans le document de projet.
- Mesurer dans quelle mesure, le projet est pertinent pour la population
- Examiner dans quelle mesure le renforcement de capacités et le partenariat ont été effectifs et efficaces;
- Analyser les facteurs exogènes au projet et à SFCG qui ont affecté positivement ou négativement la bonne marche du projet
- Fournir des recommandations dans le cadre de la stratégie, du processus d'exécution du projet afin d'améliorer pour la mise en œuvre, les effets obtenus et la pérennisation des projets similaires.

Les indicateurs à suivre et à évaluer sont :

OS 1. Les capacités d'action des médias et des OSC locaux dans la promotion de la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale sont renforcées.

- Nombre de diffusions/publications par chaque média partenaire sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale
- Nombre de journalistes formés ayant acquis une capacité d'analyse, de recherche et de traitement d'informations sur la gouvernance qui promeut la transparence, la participation et les solutions collaboratives
- Nombre de reportages/articles sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale produits avec l'appui de SFCG
- Nombre d'événements publics organisés par le centre de ressources des OSCs à Tuléar

- Nombre de membres d'OSC formés sur l'approche *Common Ground* en matière de médiation, communication et participation citoyenne
- Nombre de débats publics orientés vers des solutions et la collaboration entre les OSCs – décideurs et les citoyens organisés

OS 2. Les femmes et les jeunes dans 3 communes de la région d'Atsimo-Andrefana sont sensibilisés sur leurs droits et devoirs civiques et sur le fonctionnement du système de gouvernance démocratique.

- Nombre de messages clés développés pour promouvoir le civisme et la démocratie auprès des femmes et des jeunes
- Nombre de focus groupes tenus dans les 3 communes cibles
- Nombre de plans de suivi évaluation mis en place
- % d'augmentation de connaissance des femmes et des jeunes dans les communes sur le civisme, la démocratie et la cohésion sociale
 - Connaissance des élections en tant qu'élément de système démocratique
 - Connaissance de la participation en tant qu'élément de système démocratique
 - Connaissances sur les rôles et les responsabilités de la commune
- % augmentation de jeunes qui reconnaissent l'importance du civisme et de la participation citoyenne
 - Nombre d'épisodes de feuilleton radiophonique pour promouvoir la gouvernance et la cohésion sociale au niveau des femmes et des jeunes produits et diffusés
 - Nombre de concours sur le civisme pour les jeunes lancé dans chaque commune
 - Nombre de small grants octroyés dans le cadre du concours sur le civisme
 - Nombre d'émission radiophoniques « réalité » qui suit le progrès de chaque initiative de civisme des jeunes
 - Nombre de réunions publiques dans chaque commune pour faciliter un dialogue et des échanges entre les groupes qui mettent en œuvre les initiatives de civisme et des jeunes

L'évaluation finale aide aussi à évaluer les contributions de SFCG aux produits de programme du PNUD qui sont :

Pour le produit 6 :

- 1500 femmes des zones d'interventions sensibilisées sur leurs droits et devoirs civiques et le fonctionnement du système de gouvernance démocratique;
- 1500 jeunes des zones d'intervention sensibilisés sur leurs droits et devoirs civiques et le fonctionnement du système de gouvernance démocratique;

Pour le produit 8 :

- 4 initiatives en faveur de la transparence et de redevabilité des médias appuyées et réalisées
- 4 initiatives en faveur de la transparence et de redevabilité des OSC appuyées et réalisées.

2.2. Critères de l'évaluation

Les critères de l'évaluation ont été basés sur les concepts définis par CAD-OCDE dans le «*Guide sur l'évaluation des activités de prévention des conflits et de construction de la paix*» (2008). Il

s'agit d'estimer la pertinence, l'efficacité, ainsi que les impacts et la pérennité occasionnés par la mise en œuvre.

Pertinence

On va surtout parler de la pertinence du moyen de communication utilisé à savoir les radios comme promoteurs de la bonne gouvernance, de la paix et la cohésion sociale ; et de l'OSC comme facteurs promoteurs de la bonne gouvernance.

Deux angles sont traités:

- *Pertinence de l'approche*: le critère de pertinence est utilisé pour évaluer la mesure dans laquelle les objectifs et les activités de l'intervention répondent aux besoins du processus de la bonne gouvernance. Autrement dit, l'analyse de l'existence d'une demande et besoin réels des groupes cibles, analyse de la cohérence et complémentarité du projet avec la politique de bonne gouvernance, de la paix et de la cohésion sociale et cherche à savoir si les interventions répondent aux besoins réels de la population.
- *Pertinence des outils utilisés avec les besoins des acteurs cibles*: le critère de pertinence par rapport aux outils utilisés dans le projet sert à juger la mesure dans laquelle ces outils (thématique média et communication) tels qu'utilisés par SFCG et ses radios partenaires répondent aux attentes des parties prenantes.
 - Indicateur: feuilleton pour sensibiliser sur la bonne gouvernance et la participation (accès aux messages de sensibilisation à travers l'émission, suivi des émissions, etc.) et émissions produites par les journalistes qui promeuvent la bonne gouvernance et la participation
 - Formations
 - Sur la production d'émission relatant des informations sur la bonne gouvernance pour les journalistes
 - Sur la gouvernance et la médiation pour les OSC
 - Réunions publiques pour faciliter les échanges et le dialogue à travers le concours civique
 - Débats publics orientés vers des solutions et la collaboration entre les OSCs, décideurs et les citoyens

Efficacité

Les analyses pour ce critère porteront sur :

- L'analyse de l'efficacité du processus d'exécution des activités
- L'analyse du progrès du projet par rapport aux indicateurs (seulement les indicateurs liés à l'exécution opérationnelle du projet ; les indicateurs liés au changement de comportement seront étudiés dans l'impact du projet)
- Analyser à quel degré les thématiques traitées dans les émissions se lient aux indicateurs (ex. : droits civiques, droits de l'homme, obligations des citoyens, de l'état)
- L'analyse de l'efficacité du système de suivi interne du projet
- L'analyse des facteurs exogènes au projet qui ont affecté positivement ou négativement la bonne marche du projet

Impact

Par ce critère, l'évaluation a permis de déterminer les effets/les répercussions déduits des activités du projet. Il serait donc préférable d'analyser les impacts auprès des audiences, les impacts auprès des journalistes et les impacts auprès des radios.

- Indicateurs: changements de comportement de par les prises d'initiative ou actions entreprises après l'écoute des émissions radios, leurs connaissances en matière de gouvernance, changement d'attitude et changement de mentalité (ces critères ont été suivis à travers les perceptions après l'écoute des émissions pour la population et impact après formations pour les médias et OSC).

Durabilité

La durabilité implique que les bénéfices retirés d'une intervention en faveur du développement se prolongent au-delà de la période au cours de laquelle une aide conséquente a été proposée. Avantages à long terme et résistance au risque passent par les domaines les plus variés. Comme d'autres domaines, la durabilité inclut également l'appropriation de la paix et du processus de développement par les groupes cibles. Des recherches sur l'expérience et la paix montrent que les processus de construction de la paix se font à long terme et nécessitent donc un engagement à long terme capable d'encaisser des revers.

- Dans quelle mesure les bénéfices résultant du programme continueront après la fin de l'intervention et peuvent-ils être répliqués ? Les impacts peuvent-ils être maintenus ?
- Quelles étapes ont été prises ou prévues pour créer des processus à long terme, des structures et des institutions en faveur de la construction de la paix ?
- Les différentes formations ont-elles débouchés à des changements de comportement de la part des cibles et bénéficiaires du projet ? Partant de l'hypothèse que l'acquisition de connaissances, résultant des formations et des émissions radiophoniques ont permis aux cibles de changer leur vision du concept de gouvernance, des devoirs civiques. Les actions entreprises instaureront-elles une dynamique de cohésion en incitant les participants et les communautés concernées à lancer des initiatives indépendantes ?

2.3. Zone cible et période de l'évaluation

Le projet a été initié dans 3 communes de la Région Atsimo Andrefana dans le Sud-Ouest de Madagascar. Plus précisément, dans les communes de Milenaka, Tuléar I et St Augustin.

En tenant compte du calendrier établi, et que le projet arrive à son terme, une évaluation était nécessaire pour mesurer l'impact du projet et surtout tirer les leçons apprises et recommandations. La phase de collecte des données sur terrain s'est déroulée du 9 au 19 novembre 2014. Mais d'une manière générale, le mois de novembre et la première quinzaine de décembre ont été consacré à cette évaluation finale, y compris la phase préparatoire, l'apurement et l'analyse des données et la rédaction du rapport (cf. annexe 3)

	Date	Description
Phase de préparation de l'évaluation	1 au 8 Novembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des enquêteurs - Préparation logistiques pour Tuléar - Préparation des outils
Phase de collectes des	9 au 19	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes

	Date	Description
données	Novembre 2014	- Focus group - Entretien individuel
Traitement des données	20 au 30 Novembre 2014	- Transcription + analyses - Tabulation des données quantitatives
Rapport final	1 ^{er} Décembre 2014	- Rédaction du rapport
Restitution des principaux résultats	9 Décembre 2014	- Restitution du rapport aux OSC Tuléar

2.4. Méthodologie

L'évaluation a été effectuée en interne par SFCG. Elle est basée sur l'étude de base effectuée en avril dernier. La méthodologie de l'étude de base est maintenue pour permettre la comparaison avec des questionnaires permettant une évaluation des résultats à court terme du projet.

La méthodologie utilisée est mixte avec des parties quantitatives et qualitatives pour permettre de trianguler les données. Les enquêtes individuelles au niveau des trois communes cibles ont été menées. Les cibles étaient les jeunes (18 à 24 ans) et les femmes au niveau des trois communes dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes filles. En tout, 270 personnes ont été questionnées. Pour la partie qualitative, des rencontres ont été organisées avec les différents groupes cibles et les différentes parties prenantes : membres de la société civile, journalistes, radio, jeunes, femmes et autorités locales dans les trois communes cibles. (Cf. annexe 4). Environ 15 focus group et interviews individuels ont été menées avec 8 à 10 personnes par focus group. Le personnel de mise en œuvre du projet a été également interviewé.

En ce qui concerne les outils, pour la partie quantitative, des questionnaires (cf. annexe 2) ont été réalisés pour pouvoir apprécier les impacts du projet avant et après, et cela en se référant sur les résultats de l'étude de base effectué en avril 2014. Pour la partie qualitative, des guides de discussion ont été établis pour permettre de recueillir les perceptions des bénéficiaires

Activités	Personnes ressources	Outils	Description
Focus group	Journalistes	Guide focus group	3 femmes
	OSC		20 hommes 3 femmes
	Gagnant du concours		7 hommes 2 femmes
	Auditeurs « Mila Masoandro »		3 hommes 3 femmes
	Acteurs « Mila Masoandro »		4 hommes 4 femmes
Entretien individuel	Equipe Tuléar	Guide de discussion	2 femmes 2 hommes
	Maire de la commune de Milenaka + les 3 chefs fokontany	Guide de discussion	4 hommes

Activités	Personnes ressources	Outils	Description
	Maire de la commune ³ de St Augustin + les 3 chefs fokontany		3 hommes 2 femmes
	Maire de la Commune de Tuléar I + les 3 chefs fokontany		3 hommes 1 femme
	Responsable de la station radio SOATALILY		2 hommes
	Traducteurs Marovany		1 femme
Enquête individuelle	La population des 3 Communes d'intervention du projet	Questionnaires	105 jeunes 75 femmes 28 hommes

Pour permettre de donner une vue externe à l'analyse, un consultant a été recruté pour appuyer l'équipe de Suivi & Evaluation de SFCG dans l'analyse des données et la rédaction du rapport. De même, la partie collecte quantitative a été effectuée par des enquêteurs externes.

2.5. Traitement des données

Les données quantitatives ont été saisies sur ACCESS par les enquêteurs recrutés par SFCG sur un masque élaboré à partir des questionnaires utilisés. Leur apurement requérait une intensive contribution de la part des enquêteurs et de l'assistant en suivi évaluation de SFCG qui s'est chargé de la partie collecte des données à Tuléar, en supervisant les équipes d'enquêteurs. Il était également en charge de modérer les focus group et de faire les entretiens auprès des personnes ressources. Les focus group et les entretiens ont été enregistrés et retranscrits intégralement sur des outils conçus pour cette évaluation. Ensuite, les informations recueillies au cours de ces écoutes ont été répertoriées à travers la prise de note. Le consultant, recruté pour appuyer l'équipe de SFCG s'est chargé de faire la tabulation, qui a été effectuée afin de faciliter le suivi des informations et l'analyse. Une analyse descriptive des données obtenues a été effectuée à partir des tableaux ressortis qui portaient sur chacune des questions en sortant les indicateurs définis pour l'évaluation du projet.

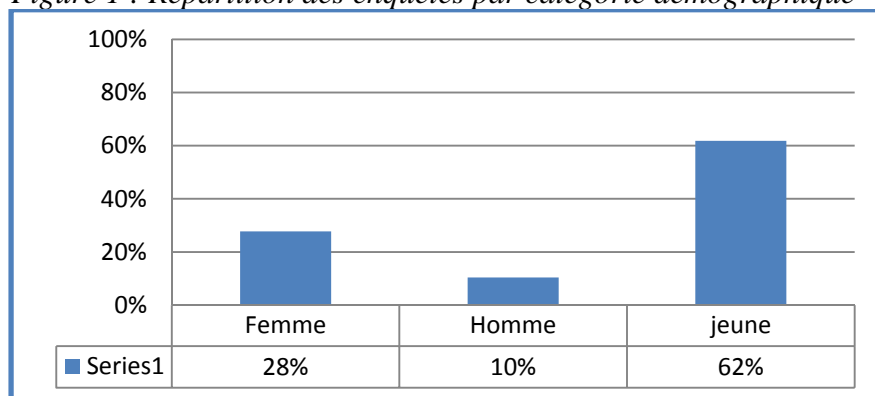
3. Résultats de l'évaluation

3.1. Caractéristiques sociodémographiques des enquêtés

Sur les 270 personnes enquêtées, 10.37% des enquêtés sont des hommes et 27.77% sont des femmes. Quant aux jeunes en dessous de 25 ans ils représentent 61.85% des enquêtés. Le graphe suivant nous donne un aperçu de la répartition des enquêtés par commune et par catégorie.

³Le maire et les chefs fokontany étaient en mission à Tuléar lors de la mission pour l'évaluation finale, ils ont été remplacés par le proviseur de l'école et 4 enseignants qui ont encadré les gagnants du concours « Hente lavitse ».

Figure 1 : Répartition des enquêtés par catégorie démographique



Comme on peut le constater déjà dans les caractéristiques sociodémographiques susmentionnées des enquêtés, le caractère aléatoire des ceux-ci a conduit à l'hétérogénéité de l'échantillon. Les enquêtés dans cette évaluation étaient aussi issues de diverses professions : étudiants, commerçants, secteur primaire (des pêcheurs, agriculteurs) et des employés de bureau. Le tableau suivant donne une synthèse de cette répartition.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés par site et profession

profession	Milenaka	St Augustin	Tuléar 1	Total général	Pourcentage
Ménagère	7	16	15	38	14,07%
secteur primaire	48	21		69	25,55%
commerçant	19	24	19	62	22,96%
Etudiant	11	23	38	72	26,66%
employé de bureau	5	6	18	29	10,74%
Total général	90	90	90	270	100%

De par les résultats de ces enquêtes, l'échantillonnage n'a pas tenu compte du niveau d'études pour exclure ou inclure les enquêtés. Tous les niveaux d'études ont été concernés. En effet, comme le montre le tableau N°2, 59.25%% de nos enquêtés avaient un niveau d'études secondaire, 21.48% de niveau primaire. 6.66% étaient analphabètes. 12.59% avaient un niveau universitaire. Le tableau suivant donne plus de détails.

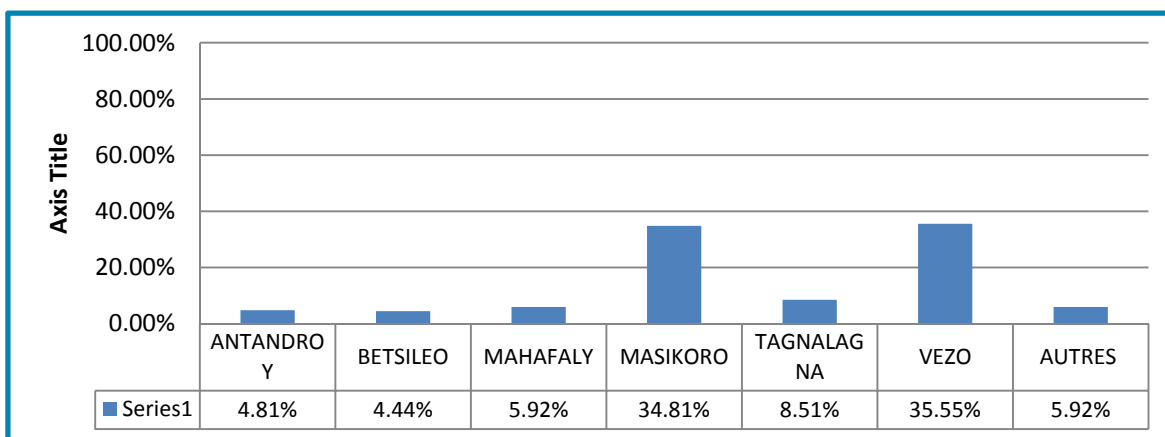
Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'étude

Communes	ne sait lire ni écrire	primaire	secondaire	supérieur	Total général
Milenaka	10	26	51	3	90
femme au-dessus de 25 ans	2	12	15		29
homme au-dessus de 25 ans		5	3	3	11
jeune homme 18 à 24 ans	3	5	7		15
Jeune femme 18 à 24 ans	5	4	26		35
St Augustin	5	28	56	1	90
femme au-dessus de 25 ans	1	11	14	1	27

Communes	ne sait lire ni écrire	primaire	secondaire	supérieur	Total général
homme au-dessus de 25 ans	1	5	4		10
jeune femme 18 à 24 ans	2	7	23		32
jeune homme 18 à 24 ans	1	5	15		21
Tuléar 1	3	4	53	30	90
femme au-dessus de 25 ans	1	1	12	5	19
homme au-dessus de 25 ans			1	6	7
jeune femme 18 à 24 ans	2	1	27	8	38
jeune homme 18 à 24 ans		2	13	11	26
Total général	18	58	160	34	270
En pourcentage	6.66%	21.48%	59.25%	12.59%	100%

Madagascar dispose de 18 ethnies hégémoniques, mais de nombreuses sous-ethnies et lignées existent dans toute l'île. La région Sud-Ouest de Madagascar est la terre des Vezo, mais le caractère ethnique ne doit pas être tenu en compte pour notre échantillonnage. A cet effet, différentes origines ethniques sont représentées dans la population enquêtée. Avec une présence considérable, les Vezo sont les plus présentes avec 35.55% et les Masikoro 34.81%. Le graphe ci-dessous nous montre cette répartition.

Figure 2 : Répartition des enquêtés selon leur origine ethnique



3.2. Système de suivi du projet

Une équipe SFCG de deux personnes chargée du suivi et évaluation a été en lien permanent avec les équipes de mise en œuvre des activités à Tuléar. Ils ont mis en place des nombreux outils de suivi des activités du projet, dont beaucoup d'intrants émanant du terrain :

- Fiche de suivi des journalistes
- Fiche de suivi pour le centre des ressources des OSC
- Fiche de suivi des diffusions de Mila Masoandro
- Fiche d'enregistrement Mila Masoandro
- Tableau de suivi des indicateurs du projet

L'équipe de suivi évaluation a effectué deux missions de suivi à Tuléar :

- 1 mission de suivi à mi-parcours en juillet avec la Chargée du suivi-évaluation
- 1 mission de suivi en septembre avec le Chargé de programmes

PROGRES SUR INDICATEURS DES ACTIVITES

Indicateurs	Cibles	Réalisations	Description
Feuilleton radiophonique pour promouvoir la gouvernance et la cohésion sociale au niveau des femmes et des jeunes produits et diffusés	20 épisodes	20 épisodes produites et diffusés	Objectif atteint
Journalistes formés ayant acquis une capacité d'analyse, de recherche et de traitement d'informations sur la gouvernance qui promeut la transparence, la participation et les solutions collaboratives	10	10	Objectif atteint
Reportages/articles sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale produite avec l'appui de SFCG (3 radios partenaires)	3 reportages par journaliste soient 30 reportages	16	Objectif atteint : 4 journalistes, toutes des femmes, ont produits des reportages sur la bonne gouvernance avec l'appui de SFCG
Conférence de rédaction tenue	6	15	Objectif atteint
Emission radiophoniques 'réalité' qui suit le progrès de chaque initiative	10	10	Objectif atteint
Réunions publics organisés par le centre de ressources des OSCs à Tuléar	2	5 réunions publiques ont été organisées	Objectif atteint
Membres d'OSC formés sur l'approche CG en matière de médiation, communication et participation citoyenne	15	11 membres des OSC ont été formés	Objectif atteint à 74% Les critères mis en place par le comité de sélection membres du Centre de Ressources des OSC ont limité les participants éligibles à la formation
Débat publics orientés vers des solutions et la collaboration entre les OSCs, les décideurs et les citoyens organisés	2	4 débats publics organisés + 1 débat organisé	Objectif atteint Parmi les 4 débats avec les OSC, 1 conférence-débat suivi d'une séance d'écoute de « Mila

Indicateurs	Cibles	Réalisations	Description
		avec FMGFAA ⁴	Masoandro » durant la JMFR ⁵
Concours sur le civisme lancé dans chaque commune	3	3 groupes ont été sélectionnés	Objectif atteint

3.3. Mise en lien avec les objectifs du PNUD

Selon le dernier rapport de l'INSTAT (2009) sur le nombre de population des Régions et districts de Madagascar :

- La commune de Tuléar I : 19 418 habitants
- La commune de Saint Augustin : 11 978 habitants
- La commune de Mileaka : 13 855 habitants

En se référant à l'étude de base du projet en avril 2014, 55% de la population de ces 3 communes affirment écouter la radio, soit 24.888 habitants. De ces habitants écoutant la radio, 73% sont des jeunes et 27% des femmes.

Maintenant, en se référant aux données de notre évaluation finale :

- Tuléar I : 74% des jeunes et 17% des femmes écoutent Mila Masoandro
- Milenaka : 51% des jeunes et 39% des femmes écoutent Mila Masoandro
- Saint Augustin : 60% des jeunes et 27% des femmes écoutent Mila Masoandro

Soit au total 6597 femmes et 15 968 jeunes sont touchés par Mila Masoandro

Indicateurs	Cibles	Réalisations	Observations
Femmes	1500	6687	Réunions publiques: 9 femmes Débats publics: 81 femmes Auditeurs : 6597 femmes ont écouté « Mila Masoandro » dans les 3 communes
Jeunes	1500	16049	Débats publics : 55 jeunes Réunions publiques : 26 jeunes Auditeurs : 15,968 jeunes ont écouté « Mila Masoandro » dans les 3 communes
Initiative civique: OSC	4	<ul style="list-style-type: none"> • 3 associations participantes au concours sur le civisme • 2 émissions des jeunes • 4 débats publics 	20 associations : 18 associations des jeunes ont soumis leur projet pour le concours. 3 ont été sélectionnés pour être primé et ont bénéficié d'une formation en gestion de projet, plus 2 associations des jeunes qui ont demandé à être appuyé par SFCG

⁴ Association des journalistes de la région d'Atsimo Andrefana

⁵ Journée mondiale de la femme rurale organisée par le PNUD le 15 Octobre 2014 : SFCG a été convié à cet événement et a pu diffuser un épisode de « Mila Masoandro » durant cette journée, qui a précédé le débat sur la participation de la femme rurale dans le développement.

Indicateurs	Cibles	Réalisations	Observations
Initiative civique: média	4	<ul style="list-style-type: none"> • 16 reportages/articles sur la bonne gouvernance • 1 débat organisé par la FMGFAA • 3 rediffusions de débats 	<p>4 journalistes femmes ont fait des reportages ou articles et ont bénéficié de l'appui de SFCG</p> <p>Deux débats organisés par les OSCs ont été résumés et transmis sur la radio Soatalily</p> <p>Le débat avec les journalistes a été retransmis en direct sur trois radios</p>

3.4. Evaluation selon critère 1 : PERTINENCE

Le critère de pertinence est utilisé pour évaluer dans quelles mesures les objectifs et les activités de l'intervention répondent aux besoins du processus de la bonne gouvernance. La pertinence, dans cette optique, relie l'analyse de la situation de la bonne gouvernance avec les objectifs de l'intervention, et cherche donc à savoir si une intervention a été sur la bonne voie pour contribuer à l'objectif de la bonne gouvernance. L'analyse de l'existence de demandes et besoins réels des groupes cibles et l'analyse de la cohérence et complémentarité du projet avec la politique de bonne gouvernance, de la paix et de la cohésion sociale sont aussi mises à contribution.

Promotion de la bonne gouvernance en accord avec la Politique Nationale de l'Etat et les besoins des groupes cibles

L'équipe de Suivi & Evaluation attire l'attention sur la cohérence du projet avec les priorités retenus par le gouvernement Malgache⁶ dans sa Politique Générale de l'Etat de rendre effectifs la bonne gouvernance⁷, l'Etat de droit et la démocratie. Quant à la Région Atsimo Andrefana, elle reste l'une des régions les plus pauvres, précaires et marginalisées du Madagascar. Le gouvernement local fait l'impasse sur les besoins fondamentaux de la population et en particulier ceux des femmes et des jeunes qui sont exclus de la gouvernance locale parce que la tradition veut que les hommes soient les principaux acteurs dans les prises de décisions. Les femmes sont relayées au second plan pour toutes décisions concernant la gestion de la communauté. Pour ce qui est des jeunes, les garçons célibataires sont catégorisés au même rang que celui attribué aux femmes tant qu'ils n'auront pas acquis le statut d'homme marié et reconnu par l'ensemble de la communauté.

Pour évaluer ce critère de pertinence, l'équipe se devait de tenir en compte les facteurs culturels, notamment le positionnement des hommes par rapport aux jeunes et aux femmes dans le fonctionnement du système local de bonne gouvernance. Dans la culture Vezo, ou autres ethnies présentes dans cette Région, l'homme se met toujours en position haute par rapport aux femmes et aux jeunes. Ce sont les hommes qui décident dans tous les aspects de la vie communautaire. Dans cette relation de dominant et de dominé, les femmes et les jeunes se complaisent autant que

⁶ Source : site web de la primature de Madagascar, disponible sur http://www.primature.gov.mg/?page_id=2741

⁷ Selon l'agence internationale Mo Ibrahim, Madagascar figure parmi les pays du continent africain qui a connu une forte régression en matière de gouvernance. Sur 52 pays africains, Madagascar est passé de la 9ème place en 2000 à la 37ème place en 2012. Le pays a enregistré une chute particulièrement sensible dans les catégories suivantes : participation citoyenne, droits de l'homme et souveraineté du droit.

les hommes aux rôles et places qu'on leur a attribué au sein de cette dynamique sociale. Cette situation est expliquée par le fait que les normes sociales sont faites entre les membres d'une communauté où la hiérarchie en tant que telle se doit d'être acceptée et chacun accepte le rôle et le statut de l'autre.

Pour ces raisons, le projet est pertinent dans le sens où il va fournir les informations sur le système de bonne gouvernance aux acteurs locaux, tant au niveau des hommes qu'au niveau des femmes et des jeunes. En effet, pour arriver à une mobilisation des acteurs aux actions de bonne gouvernance, il faut que chaque catégorie d'acteurs ait les informations pour agir et participer aux actions liées à la bonne gouvernance.

Maintenant, si on se réfère aux principes de bonne gouvernance tels qu'ils ont été établis par la PNUD (la bonne gouvernance est participative, transparente et responsable), l'on remarque que ce système organisationnel local va à l'encontre d'une bonne gouvernance participative et inclusive. Le présent projet répond donc à ce besoin informationnel en vue de permettre la participation de toutes les catégories d'acteurs, notamment pour permettre aux femmes et aux jeunes d'avoir les informations sur la bonne gouvernance et leurs droits civiques afin qu'ils aient la possibilité de connaître leur rôle dans ce système et de changer cette perception d'être un participant passif dans leur communauté et d'agir en conséquence.

Les médias et plus précisément les journalistes se doivent d'informer la population sur toutes les informations dont ils disposent. En tant que journalistes, ils ont beaucoup à jouer dans les objectifs du projet. Les journalistes sont un des acteurs clés pour promouvoir la bonne gouvernance et la cohésion sociale, surtout au niveau communautaire. Pour cela, ils doivent avoir les informations appropriées sur le système de bonne gouvernance, les droits humains, la participation citoyenne et la cohésion sociale. La qualité des informations transmises par les journalistes à travers les émissions produites sur la bonne gouvernance influent sur la réussite du projet à informer les auditeurs (surtout les femmes et les jeunes) sur l'importance de leurs rôles dans le fonctionnement du système de bonne gouvernance. Le projet a essayé d'encourager les relations constructives entre les médias, les OSCs et les autorités locales en soulignant l'importance d'une gouvernance inclusive qui permet la participation des jeunes et des femmes.

Trois cibles ont été définies pour répondre aux besoins relatés ci-dessus :

- **Les jeunes et les femmes** : nous renforçons les capacités des femmes et des jeunes en les informant sur leurs droits et en les encourageant à participer à la démocratie. Nous avons réalisé une production radiophonique (un feuilleton) dans le dialecte local qui vise surtout les femmes pour les encourager à participer aux affaires civiques, en défiant les normes traditionnelles sur le statut des femmes dans les communautés locales. Nous avons organisé aussi un concours visant à récompenser les jeunes pour leurs gestes simples qui ont un grand impact sur la communauté. Afin de promouvoir ces initiatives, nous avons lancé une émission de radio-réalité et nous avons organisé des réunions publiques durant lesquelles les jeunes et les autres membres de la communauté peuvent faire des commentaires.
- **Améliorer les médias locaux** : Les médias peuvent avoir une voix importante lorsqu'il s'agit de problèmes de transparence, de responsabilité et de cohésion sociale. Nous avons formé des journalistes locaux en journalisme civique afin qu'ils puissent donner la parole

aux citoyens ordinaires pour leur permettre de raconter leurs histoires de succès et leurs inquiétudes. Les journalistes locaux rencontrent de façon régulière notre coach journaliste pour recevoir des réactions, des commentaires et des conseils sur leur travail. Tous les journalistes avec lesquels nous avons travaillé sont des membres de l'organisation régionale des journalistes d'Atsimo-Andrefana (FMGFAA) et ont produits des articles qui donnent la parole à tous les partis concernés et les encouragent à travailler de manière collective afin de trouver des solutions.

- **Collaborer avec les organisations de la société civile locales** : en plus d'améliorer les capacités journalistiques des médias locaux, nous avons également établi des relations collaboratives avec les autorités, organisations et populations locales. Nous avons formé des organisations locales afin qu'elles puissent rassembler les personnes autour des sujets qui les concernent et résoudre les conflits en parallèle avec les autorités locales à travers la médiation et la négociation. Nous avons aussi organisé des débats publics qui cherchent à trouver des solutions durables et réalistes aux différents problèmes de gouvernance de la région, tels que la gestion foncière ou la gestion des ressources naturelles.

Les émissions radios comme vecteurs des informations sur la bonne gouvernance et la cohésion sociale

Dans ce paragraphe, on va surtout parler de la pertinence du médium de communication utilisé à savoir les médias comme promoteurs de la bonne gouvernance, de la paix et la cohésion sociale ; et de l'OSC comme acteurs promoteurs. Dans un contexte où chaque membre d'une collectivité est appelé à participer aux actions liées à la bonne gouvernance, voire même du développement, les acteurs se doivent de détenir les informations utiles mais à la fois avoir la possibilité de les utiliser. A cet effet, on peut parler des enjeux de l'information dans la prise de décision. La concertation et la recherche d'un consensus permettraient aux collectivités locales de s'instruire au contact des habitants et des associations civiques, communautaires, commerciales et industrielles, et d'obtenir l'information nécessaire à la prise de décisions et l'élaboration des stratégies les plus appropriées. Grâce au processus de concertation, les ménages prendraient davantage conscience des questions liées à la bonne gouvernance et de développement.

D'après une définition donnée par le PNUD, la bonne gouvernance est participative, transparente et responsable. Elle est aussi efficace et équitable. Elle assure que les priorités politiques, sociales et économiques sont fondées sur un large consensus dans la société et que les voix des plus pauvres et des plus vulnérables sont au cœur du processus de décision sur l'allocation des ressources pour le développement. En tenant compte de cette définition, on remarque qu'instaurer la bonne gouvernance induit à l'amélioration de la cohésion sociale.

Dès lors SFCG, dont l'angle d'intervention s'oriente autour du media, a procédé à divers activités dont la production de feuilleton Mila Masoandro qui a pour but de véhiculer des messages sur la bonne gouvernance et la cohésion sociale pour atteindre les publics cibles: les jeunes et les femmes. Cette approche par le media radio est pertinent dans le fait que lors de l'étude de base effectué en avril 55% des personnes enquêtés écoutent la Radio (62% des jeunes et 43% des femmes enquêtés); ce qui représente une bonne partie de la population. En ce qui concerne la fréquence d'écoute de la radio, 51% de la population affirme écouter quotidiennement la radio. Encore selon l'étude de base, 36% des femmes et 33% des jeunes

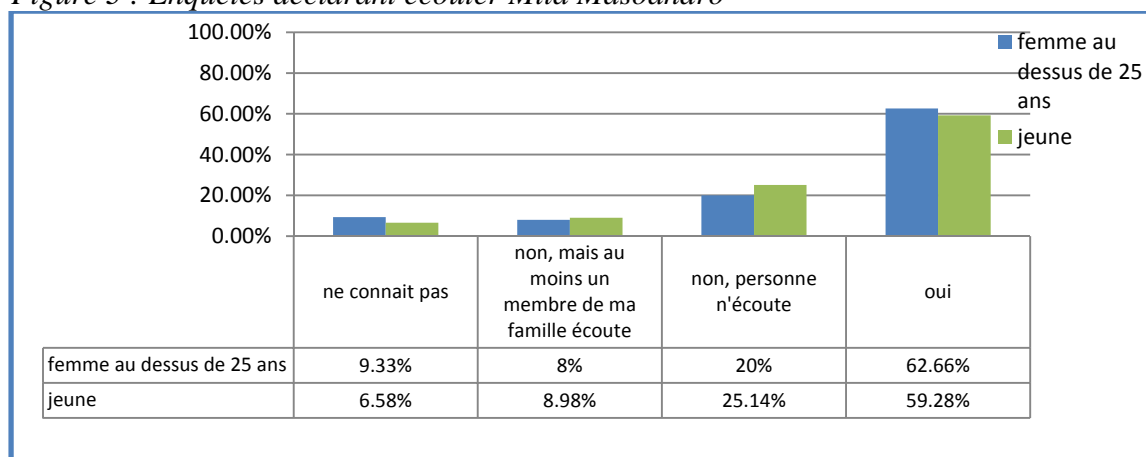
écoutent comme genre d'émission les feuilletons. Selon l'évaluation finale **62.66% des femmes et 59.28% de jeunes déclarent écouter Mila Masoandro.**

61% de la population enquêtée déclarent écouter le feuilleton « Mila Masoandro »

Il est utile de préciser l'inaccessibilité de certaines femmes à l'émission, plus précisément elles n'ont pas de pouvoir de décision dans le choix des émissions écoutées. D'après les explications de plusieurs femmes, ce sont les enfants qui s'accaparent la radio au sein de la cellule familiale, ou bien les hommes quand ils reviennent du travail. Pour les jeunes, d'après certains enquêtés, ce sont les horaires de diffusion de l'émission qui posent un problème. En raison des diffusions hebdomadaires, à 11h30 le mercredi, heure à laquelle les jeunes étudiants sont encore à l'école ou sur le chemin de retour et 17h30 le samedi durant laquelle ils préfèrent se divertir en dehors de leur foyer.

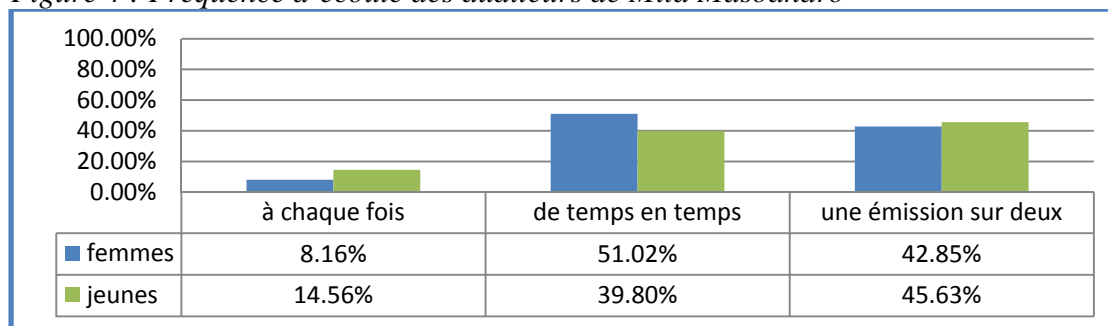
La figure suivante nous permettra d'avoir une idée sur ces enquêtés qui déclarent écouter le feuilleton.

Figure 3 : Enquêtés déclarant écouter Mila Masoandro



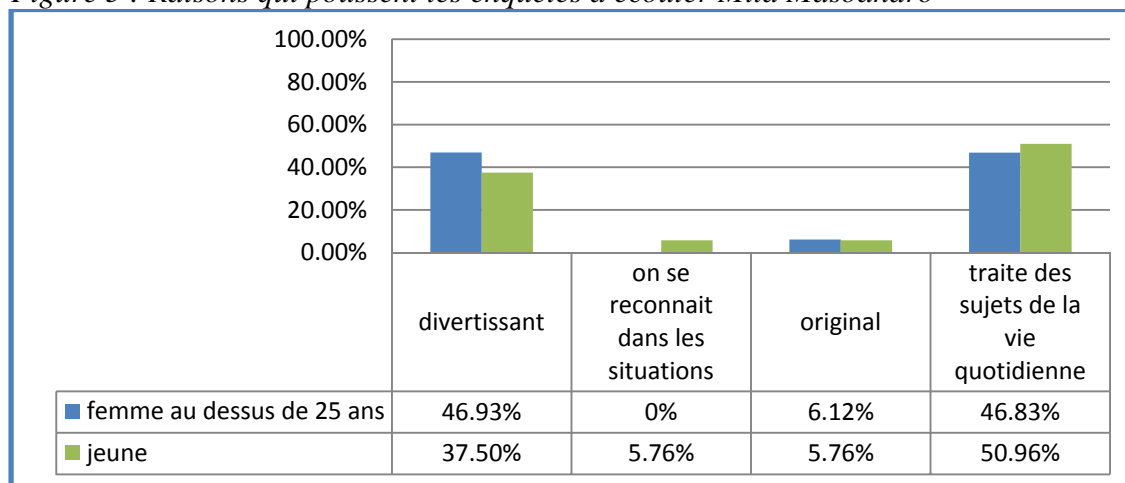
Concernant la fréquence d'écoute de l'émission Mila Masoandro, 45.63% parmi les auditeurs jeunes et 42.85% parmi les auditeurs femmes affirment écouter une émission sur deux.

Figure 4 : Fréquence d'écoute des auditeurs de Mila Masoandro



On a posé donc la question sur la raison qui pousse ces auditeurs à suivre le feuilleton. **50.96% des jeunes et 46.83% des femmes trouvent que le feuilleton traite des sujets de la vie quotidienne et 37.50% des jeunes et 46.93% des femmes le trouve divertissant.** Par contre, aucune femme et très peu des jeunes se reconnaissent dans les situations traitées dans le feuilleton. La figure suivante nous permet de voir cette tendance.

Figure 5 : Raisons qui poussent les enquêtés à écouter Mila Masoandro



Les OSC comme relayeurs des informations sur la bonne gouvernance et la cohésion sociale

Il est fort de constater que les médias seuls comme promoteurs des informations sur la bonne gouvernance ne suffisent pas à produire les résultats escomptés à cause de diverses raisons telles que: l'absence d'électrification (ex : Milenaka) ce qui fait qu'ils ont besoin de piles pour recharger leur radio, la préférence du média TV au dépend de la radio (à Tuléar I), etc.

SFCG a donc aussi collaboré avec les OSC de la Région pour atteindre les objectifs du projet, en organisant des formations sur la bonne gouvernance, la médiation ainsi que des débats publics pour faire des échanges sur ce même thème, ceci dans le but de fournir à ces OSC les moyens de disposer des savoirs nécessaires pour communiquer entre elles et avec les autres entités de la communauté. Les OSC elles-mêmes avaient manifesté leurs besoins de formation dans ces domaines de dialogue et de débat et le projet a donné les capacités aux OSC pour relayer les informations au sein de la communauté. Le projet, grâce au média et OSC comme mécanismes promoteurs de la bonne gouvernance, contribue à mitiger les différences de perception entre les acteurs cibles en ayant une vision claire et consensuelle du concept de gouvernance.

3.5. Evaluation selon critère 2 : EFFICACITE

L'efficacité est utilisée pour évaluer si une intervention a atteint les objectifs prévus, dans le respect de son environnement immédiat en termes de construction de la paix et en temps voulu. La clé de l'évaluation de l'efficacité, et donc du lien entre les extrants, les réalisations et les impacts, est de découvrir dans quelle mesure les objectifs envisagés ont été atteints et de signaler les changements que l'intervention a initiés ou auxquels elle a contribué (OCDE, 2008).

L'appréciation doit couvrir aussi bien les changements que le projet souhaitait réaliser, que les changements positifs et négatifs non souhaités. Parmi les critères d'analyses, citons:

- L'analyse de l'efficacité du processus d'exécution des activités

- L'analyse du progrès du projet par rapport aux indicateurs
- L'analyse des thématiques traitées dans les émissions liées aux indicateurs (e.g. droits civiques, obligations des citoyens, de l'état, etc.)
- L'analyse de l'efficacité du système de suivi interne du projet
- L'analyse des facteurs exogènes au projet qui ont affecté positivement ou négativement la bonne marche du projet

Avant de procéder aux résultats de l'évaluation pour ce critère d'efficacité, nous allons tout d'abord faire une petite synthèse des activités de formations tenues. Les journalistes ont bénéficié de formation sur la capacité d'analyse, de recherche et de traitement d'informations sur la gouvernance qui promeut la transparence, la participation et les solutions collaboratives. Pour leur part, les OSC ont eu une formation sur l'approche Common Ground en matière de médiation, communication et participation citoyenne. Quant aux associations des jeunes, elles ont bénéficiées de formations en gestion de projet.

Analyse des thématiques traitées dans les émissions Mila Masoandro et sa contribution à l'acquisition de connaissances sur la bonne gouvernance

*« Je m'identifie beaucoup à Nosy ; je sais que je peux réclamer des droits que je ne connaissais même pas avant. Surtout le père du jeune homme qui interdit son fils de se marier »
jeune fille auditrice de Tulear I, entretien individuel*

Les feuillets radiophoniques ne sont pas des choses nouvelles à Madagascar, mais la particularité de Mila Masoandro est que les situations rencontrées se rapprochent fortement de la vie quotidienne des auditeurs, tout en délivrant des messages sur la bonne gouvernance, la participation et la cohésion sociale. Pour plus de réalisme, l'équipe créative de SFCG a tenu en compte divers aspects pour que les auditeurs puissent s'identifier aux personnages et que la situation décrite dans le feuillet reflète la réalité socioculturelle de la

zone cible du projet. Ils ont tenu compte des réalités du Sud-Ouest pour écrire les *storyline* et les *story outline* durant le processus de création du feuillet Mila Masoandro.

Le feuillet a traité deux thèmes principaux à savoir les droits civiques des femmes et le fonctionnement d'un système démocratique communal. Ces deux thèmes contenaient plusieurs sous-thèmes traitant de la gouvernance locale, la participation citoyenne et la cohésion sociale comme :

- Les préjugés et les stéréotypes liés à la tradition
- La participation active des femmes
- La description des espaces de concertation locales pour encourager l'implication des femmes dans la gestion des affaires publiques.

*« J'aime bien Mila Masoandro, cela m'a permis de savoir que les femmes ne devraient pas être exclues de la société et « serré-serré » par les hommes »
auditrice de Tuléar I, entretien individuel
« mais je peux vous dire que ce sont surtout les femmes en brousse qui ont besoin de ce genre d'émission »*

- Les opinions des femmes pour le développement de la commune.
- Les devoirs de la commune dont l'obligation d'informer par tous les moyens disponibles (*affichage, radio, réunion...*) la population sans distinction, sur la gestion de la commune
- Le devoir de partager ses connaissances sur les droits civiques pour surmonter les préjugés et aider les autres femmes à s'émanciper.

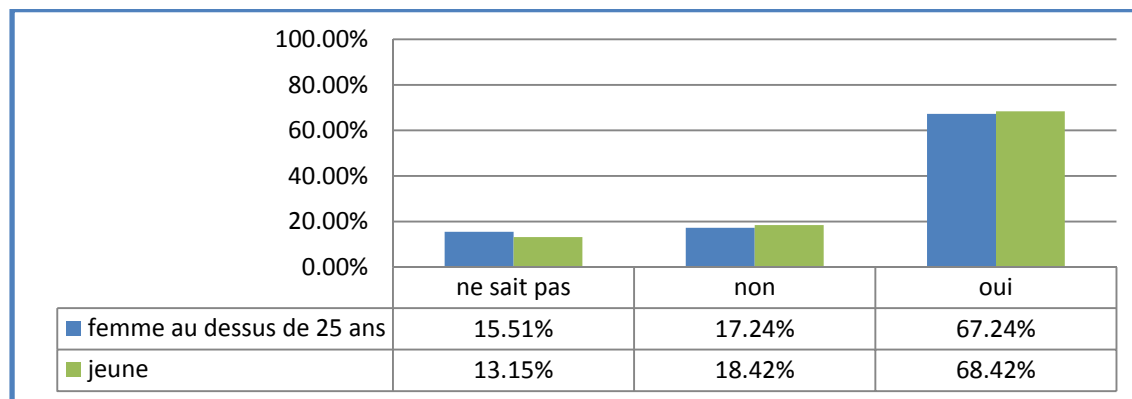
« On s'est rendu compte, après l'écoute de Mila Masoandro de l'importance qu'on a, nous les femmes, dans la vie communautaire. Une femme leader a toute sa place dans la gestion de notre localité. »
Présidente du Fokontany,
 Tuléar I, entretien individuel

La totalité des 20 épisodes produits ont été tous diffusés selon le calendrier établi pour les diffusions hebdomadaires, à savoir le mercredi et samedi (rediffusion). Ainsi, les auditeurs ont reconnu que le feuilleton traite de la vie quotidienne, ce qui renforce les messages associés. Le format court des épisodes (10 mn) a été également apprécié. Les radios ont ainsi facilement pu intégrer cette émission dans leur grille de programmes, et qui plus est, SFCG dispose encore de 5 min dans sa grille de programme qui a été une opportunité pour avoir des retours directs de la part des auditeurs (émission de 5 min appelé : « *Akon'ny mila Masoandro* » ou les échos de Mila

Masoandro). L'émission *akon'ny Mila Masoandro* a été une occasion pour SFCG d'avoir les appréciations des femmes sur le feuilleton. Ceci a permis à l'équipe de récolter les avantages tirés par les femmes après l'écoute du feuilleton. Enfin, des clubs d'auditeurs ont été créés dans les zones d'intervention du projet pour assurer une large diffusion des émissions.

La reconnaissance de l'aide de l'émission *Mila Masoandro* est reconnue par les enquêtés dans le cadre de l'apprentissage de leur droits et devoirs civiques dans leur communauté: 67.85% des enquêtés affirment que l'émission leur a donné des éléments de **connaissances sur leur droits et devoir civiques** (67.24% des femmes et 68.42% des jeunes).

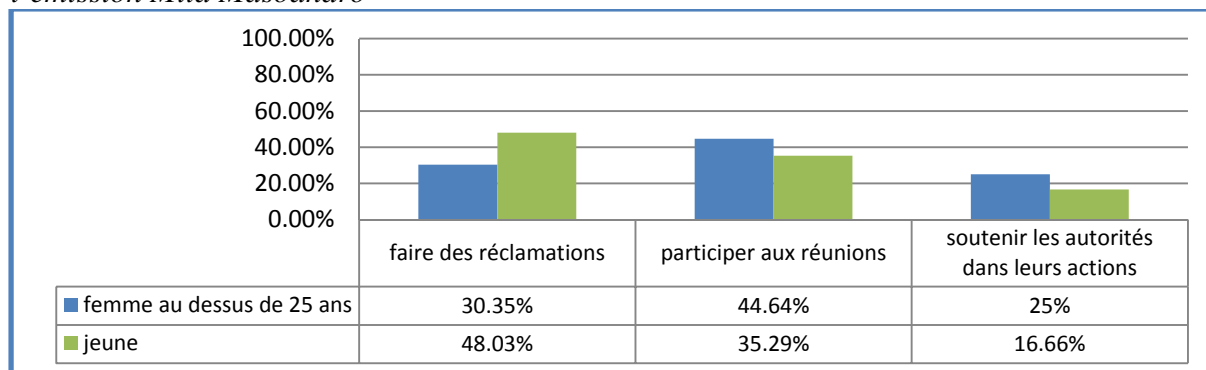
Figure 6 : Les situations rencontrées dans Mila Masoandro apportent des éléments de connaissances sur les droits et devoirs civiques dans leur communauté



Il est également important de savoir dans quelle mesure les émissions ont augmenté les capacités d'actions des auditeurs. Ainsi, **48.03% des jeunes et 30.35% des femmes ont appris qu'ils**

peuvent faire des réclamations auprès des autorités et 35.29% des jeunes et 44.64% des femmes sont prêts à participer aux réunions.

Figure 7 : Actions entreprises sur la base des connaissances de la gouvernance véhiculée par l'émission Mila Masoandro



Renforcements des capacités des journalistes en recherche et traitement d'informations sur la gouvernance

Le journaliste tient le rôle d'informateur et de médiateur à travers l'outil media, il est celui qui reçoit, traite et partage les informations. Aussi, à travers les émissions diffusées sur la radio, les journalistes ont le devoir d'informer la population sur le concept de bonne gouvernance. Dans ce sens, SFCG a voulu renforcer leurs connaissances sur la bonne gouvernance pour qu'ils aient les savoirs appropriés pour bien traiter les informations. Des journalistes membres de l'association des journalistes FMGFAA ont bénéficié de formations sur le traitement des informations et la production des émissions promouvant la bonne gouvernance. Les journalistes ont beaucoup apprécié cette formation. Plusieurs résultats ont été évoqués par les journalistes interviewés au niveau des histoires de changement. A travers les formations, certains journalistes ont eu la prise de conscience pour revoir leur vision et action sur la manière de traiter les informations qui peuvent altérer le comportement des auditeurs. Pourtant, la collaboration avec le FMGFAA a connu quelques difficultés au début du projet selon le chargé de programme de SFCG, il a été difficile de collaborer avec l'association en tant qu'institution, par contre une approche individuelle des journalistes membres de FMGFAA a été plus fructueuse. C'est dans ce sens que la collaboration avec les journalistes se sont orientés.

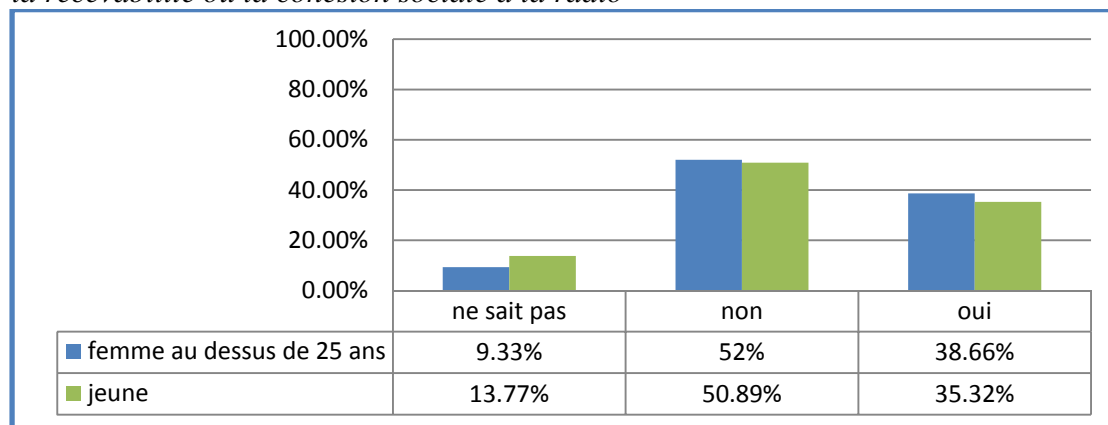
« La formation nous a été très utile surtout dans l'accomplissement de notre travail. SFCG m'a offert ma première formation en journalisme et m'a permis de m'éclairer dans mes tâches en tant que journaliste.»
journaliste radio Siteny, FG, Tuléar

Après les formations, un débat intitulé « *Incitation de la participation citoyenne à l'amélioration du service de l'état civil et de la fiscalité au sein de la commune urbaine de Toliara* » a été organisé par le FMGFAA avec soutien de SFCG et a été diffusé en direct dans trois (3) chaînes locales dont la radio Soatalily, la radio Université et la radio la Radio Télévision Siteny (RTS). Le débat a vu la participation des jeunes, des femmes, différentes responsables au sein de la commune urbaine de Toliara, des autorités militaires, des commerçants, des ONG et des

membres de la société civile. Les contraintes de la commune ont été exposées devant le public et la plupart des intervenants qui ont pris la parole reconnaissent que le développement de la commune urbaine de Toliara nécessite la collaboration de tous. Ainsi, des solutions comme l'élaboration d'une charte a été proposée, et les jeunes du réseau TAFAMAHASOA TOY et de FITAFI (fikambanan'ny tanora fitarikandro) proposent leur aide à la commune pour les actions de sensibilisations.

Pour mesurer l'efficacité des formations, il est judicieux de demander auprès des auditeurs s'ils ont entendu des émissions produits par les journalistes sur la transparence, la gouvernance et la cohésion sociale à la radio ces derniers mois. A cette question, 40.74% des enquêtés ont répondu « oui » (35.32% des jeunes et 38.66% des femmes). La figure suivante nous montre cette répartition.

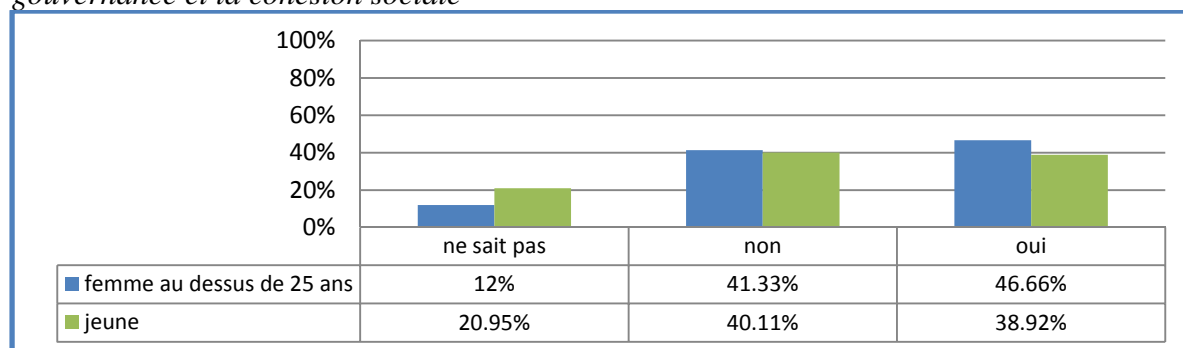
Figure 8 : Enquêtés déclarant avoir entendu des émissions sur la transparence, la gouvernance, la recevabilité ou la cohésion sociale à la radio



Perception des acquis suite à l'écoute des émissions produites par les journalistes sur la transparence, la gouvernance et la cohésion sociale

45.18% des enquêtés ont affirmé avoir des éléments de connaissances sur la bonne gouvernance grâce aux émissions produites par les journalistes, **38.92% des jeunes et 46.66% des femmes ont répondu « oui »**. Le graphe suivant nous montre les résultats.

Figure 9: Perception des émissions produites par les journalistes sur la transparence, la gouvernance et la cohésion sociale



Renforcement des capacités des OSC sur l'approche Common Ground, la médiation et la participation citoyenne

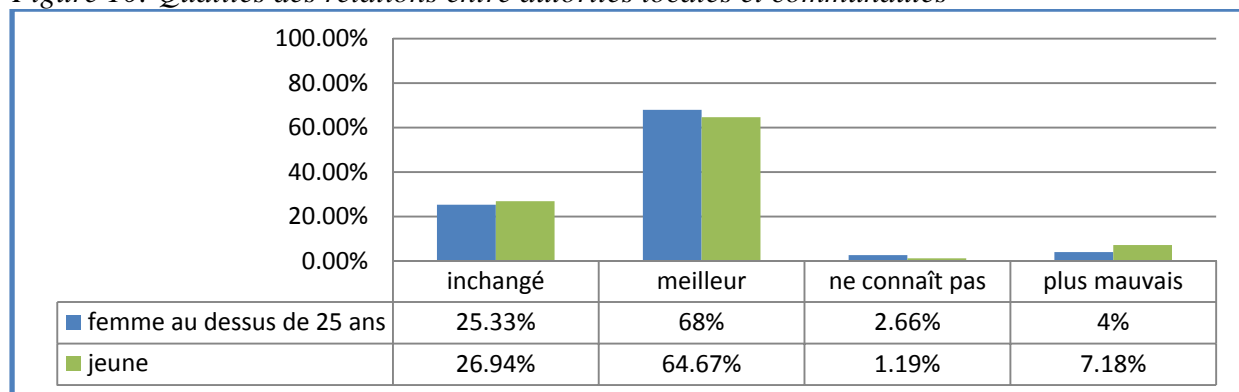
On a remarqué qu'à travers les formations, les membres des OSC ont eu une prise de conscience sur la manière de gérer les conflits et l'importance d'une meilleure cohésion sociale au sein de leur communauté. Le but de cette formation était de donner aux OSC les capacités de tenir et d'organiser des réunions publiques pour promouvoir les échanges entre les acteurs de la vie communautaire. En d'autres termes, cette formation, d'une manière générale, avait pour but de renforcer la communication sociale au sein de la communauté.

« La formation était très utile surtout pour nous au niveau locale (Fokontany), on est très satisfait car cela nous a permis de renforcer nos connaissances sur ce qu'on peut et ne peut pas faire » et « un acquis très important qu'on a reçu est la médiation de conflit » **membre OSC, entretien individuel, Tulear**

D'un côté, l'approche de SFCG dans ce projet était de donner toutes les capacités et aptitudes nécessaires aux OSC afin de garantir la circulation des informations et des savoirs sur la bonne gouvernance. D'un autre côté, de par ces débats et réunion publiques, on voulait donner aux différents acteurs la possibilité d'améliorer leur relation avec les autorités locales. En effet, les relations sociales influent beaucoup le partage des informations. Grâce aux OSC, la population a eu une occasion de renforcer ses liens avec les autorités et autres acteurs avec qui ils n'ont pas l'habitude de communiquer. Les barrières socioculturelles telles que le respect des aînés, le *fihavanana*, la hiérarchie sociale influent sur l'aptitude des acteurs locaux à communiquer avec les autorités.

Dans cette optique, on a voulu savoir la perception des enquêtés sur leur relation avec les autorités locales. A cette question, **40% des enquêtés ont répondu que la relation avec les autorités est meilleur à la fin du projet : 68% des femmes et 64.67% des jeunes.**

Figure 10: Qualités des relations entre autorités locales et communautés



Renforcement des capacités des associations des jeunes sur la gestion de projet

A l'occasion du concours « Hente lavitse » SFCG a organisé une formation en gestion de projet pour les associations des jeunes dont le projet a été retenu pour le concours de civisme. Cette formation a été l'occasion pour les trois équipes de se familiariser avec les méthodes de réalisation d'un projet et le système de suivi durant la réalisation d'un projet. Assuré par le

coordonnateur des activités communautaires de SFCG, la formation en gestion simple de projet a permis de ressortir une planification pour chaque équipe et un budget détaillé. Les trois thèmes de la formation étaient: coordination de projet, planification et budgétisation et gestion financière. Le plan de suivi et le système de rapportage ont été également présentés aux équipes.

Lors d'un lancement officiel de leur projet, ces associations de jeunes ont eu l'occasion de présenter leur projet respectives lors d'une réunion publique avec les autorités locales, le président de la plateforme de la société civile, etc. lesquels ont donné leurs conseils aux jeunes sur la réalisation de leur projet. Dans le contexte culturel Sud-Ouest, où les prises de parole sont régularisées en fonction du statut et de l'âge social, prendre la parole pour ces jeunes devant un public composé de notables et des fonctionnaires de l'Etat n'a pas été une tâche facile, mais ces jeunes ont démontré de par leur conviction qu'ils ont les capacités requises pour tenir devant une telle audience et de prouver que les jeunes ont leur place dans le développement de leur communauté.

En plus des associations de jeunes du concours Hente lavitse, 2 associations des jeunes FITAFI et TAFAMAHASOA TOY ont demandé à être appuyée par SFCG dans la production d'émission radiophonique. En total 7 jeunes ont reçu cet appui professionnel.

3.6. Evaluation selon critère 3 : IMPACT

Dans ce critère, il serait préférable d'analyser les impacts auprès des audiences, les impacts auprès des journalistes et des OSC. Les « impacts » sont les effets positifs ou négatifs, primaires ou secondaires à long terme produits par une intervention, que ce soit directement ou indirectement, volontairement ou involontairement. Dans le contexte de la prévention des conflits et l'amélioration de la cohésion sociale par l'instauration de la bonne gouvernance, le critère est utilisé pour identifier et évaluer les effets d'une politique ou d'un programme sur la

« SFCG a changé la perception des communautés à propos des projets. Avant, quand on parle de projet cela veut dire argent, maintenant avec l'arrivée de SFCG, pour moi en tout cas quand on dit projet, je pense au bien de la communauté et des façons d'y parvenir ensemble »
participant au concours civique, FGD, Saint Augustin

construction de la paix ou un environnement affecté par un débat conflit. Les impacts peuvent être relativement immédiats ou à plus long terme. Il n'est pas nécessaire de juger une action en faveur de la prévention des conflits et de la construction de la paix uniquement à l'aune de la finalité ultime qu'est l'instauration de la paix; l'évaluation doit plutôt viser à appréhender les effets de l'intervention sur les principaux moteurs et acteurs du conflit. (OCDE, 2008)

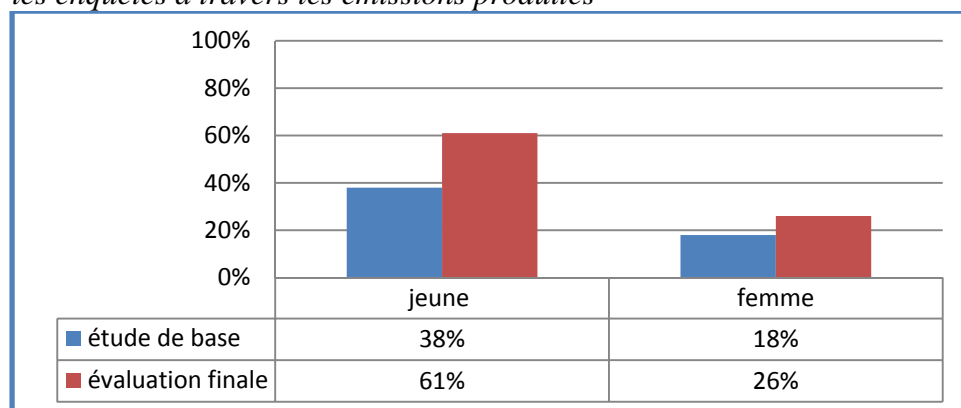
Ainsi les indicateurs évalués sont les changements de comportement, les connaissances en matière de gouvernance, et les changements d'attitude et de mentalité sur la notion de participation. Ces critères seront suivis à travers les perceptions après l'écoute

des émissions pour la population, et impact après formations pour les médias et OSC.

Amélioration des connaissances sur la bonne gouvernance

Lors de l'étude de base, 31% de nos cibles peuvent citer au moins 3 éléments du système de gouvernance (38% des jeunes 18% des femmes). Lors de l'évaluation, ce taux a augmenté de plus de 25% car **60% des enquêtés ont pu au moins citer trois éléments du système de gouvernance. Plus précisément 61% des jeunes (avec un objectif de 49%) et 26% des femmes (avec un objectif de 30%).**

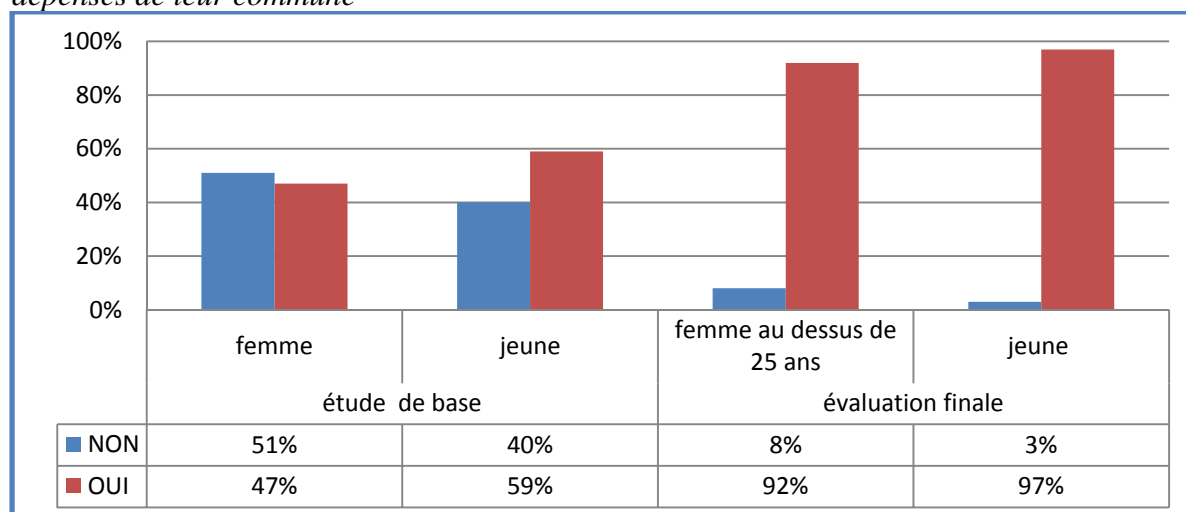
Figure 11: Graphe comparatif sur la perception de la notion de bonne gouvernance apprises par les enquêtés à travers les émissions produites



Perception sur les actions des autorités

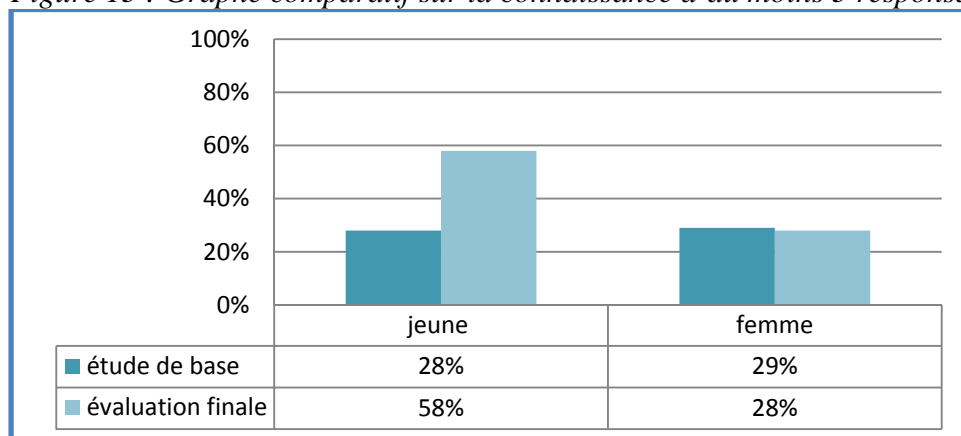
L'étude de base a montré que 55% de la population pensent avoir le droit de connaître et de suivre les dépenses de leurs communes (47% des femmes et 51% des jeunes). A cette même question, lors de l'évaluation finale plus de **96%** de la population enquêtée pensent avoir le droit de suivre les dépenses de leur commune, avec 97% des jeunes (avec un objectif de 77%) et 92% des femmes (avec un objectif de 61%) enquêtées ayant répondu « oui ». **L'émission a donc eu un impact positif sur cette perception avec une large augmentation d'avis favorable.**

Figure 12 : Graphe comparatif sur la perception des enquêtés sur leur droit de suivre les dépenses de leur commune



Durant l'étude de base 29% de la population de la zone cible peuvent donner au moins trois rôles de la mairie. 28% des jeunes ont cette connaissance et 29% des femmes. **L'évaluation a montré une nette hausse avec 44% des enquêtés qui peuvent donner au moins trois rôles de la mairie ; 28% des femmes et 58% des jeunes.** Le graphe suivant nous relate les détails sur cette perception des responsabilités de la mairie les plus cités.

Figure 13 : Graphe comparatif sur la connaissance d'au moins 3 responsabilités de la mairie



Des mécanismes de travail ou de fonctionnement doivent exister pour faire participer la population dans les prises de décisions concernant la mairie. Ainsi, nous avons demandé aux populations quels devraient être selon eux les mécanismes de participation des gens dans les prises de décisions.

Tableau 3 : Tableau comparatif des résultats sur les mécanismes promoteurs de la bonne gouvernance

		Etude de base	Evaluation finale
Consultation des besoins (initier par les communes)	femme	18,93%	26,47%
	jeune	24,79%	58,08%
Réunions de travail : comité locale de développement	femme	39,65%	18,75%
	jeune	42,14%	59,81%
Restitution des réalisations par les autorités locales	femme	19,82%	53,12%
	jeune	27,27%	60,37%
Autres	femme	21,55%	0%
	jeune	5,78%	21%

Le tableau ci-dessus nous relate la perception des enquêtés sur les mécanismes qui doivent exister pour faire participer les habitants dans les prises de décisions. En ce qui concerne les mécanismes de consultation des besoins et des réunions de travail une nette amélioration de la perception a eu lieu, surtout chez les femmes, comme le démontre la comparaison susmentionnée. Quant aux jeunes, la progression est aussi flagrante avec une amélioration de plus de 30% pour les mécanismes de restitution des réalisations par les autorités locales et la consultation des besoins.

La participation citoyenne

Reconnaissance d'avoir un rôle à jouer dans la gestion de leur communauté

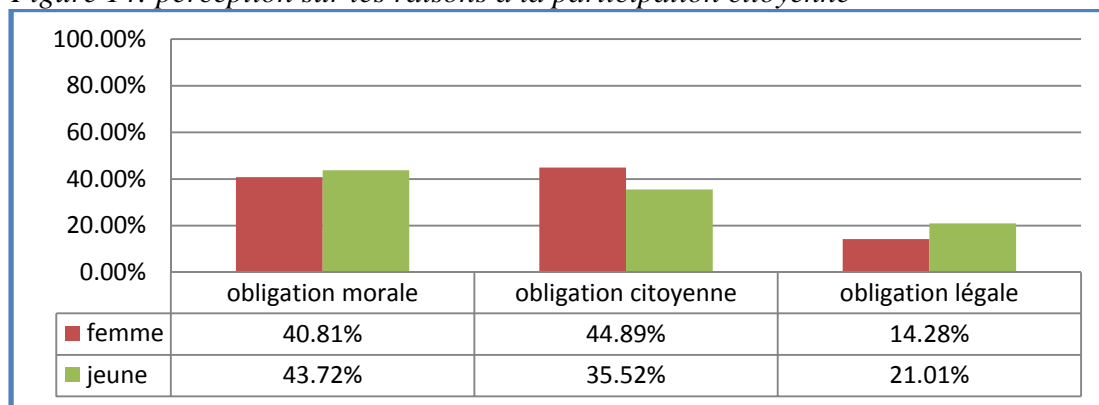
Comparativement à l'étude de base avec 67%, 91.85% de la population enquêtée lors de l'évaluation finale reconnaissent avoir le droit de jouer un rôle dans la gestion de leur communauté (92.21% des jeunes et 92% des femmes).

Tableau 4 : tableau de répartition des résultats sur les enquêtés qui reconnaissent avoir un rôle à jouer dans leur communauté (évaluation finale)

	non	oui	total
femme au-dessus de 25 ans	8%	92%	100%
jeune	7,78%	92,21%	100%

Sur les personnes qui pensent avoir un rôle à jouer dans la communauté, 49% le font par obligation morale d'entraide (40.81% des femmes et 43.72% des jeunes) et 30% par obligations citoyennes (35.52% des jeunes et 44.89% des femmes).

Figure 14: perception sur les raisons à la participation citoyenne



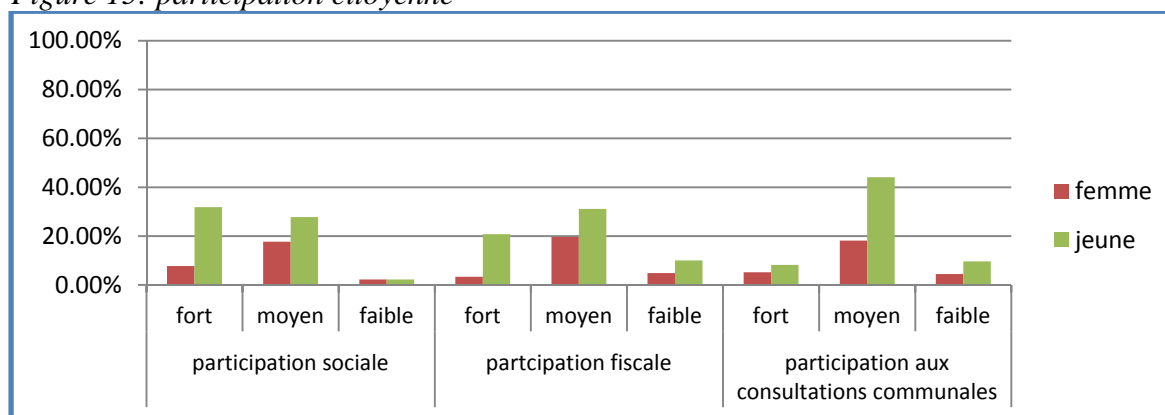
Nous allons maintenant parlé des résultats concernant les questions de participation au niveau des communes. Le tableau ci-dessous nous résume toutes les évolutions des tendances sur la participation citoyenne.

Forme de participation	Etude de base	Objectifs	Evaluation finale
Importance de la participation sociale	34% de la population enquêtée pensent que la participation dans la vie sociale est fortement importante (43% des jeunes et 18% des femmes)	52% chez les jeunes	42% de la population pensent que la participation dans la vie sociale est fortement importante avec 18% des femmes et 74% des jeunes

Forme de participation	Etude de base	Objectifs	Evaluation finale
Importance de la participation fiscale (paiement des impôts, cotisations, etc.)	35% de la population enquêtée pensent que l'importance d'une participation fiscale est forte.	54% chez les jeunes	27% de la population pensent que la participation fiscale est fortement importante avec 12% des femmes et 76% des jeunes
Importance de la participation aux consultations communales	34% de la population enquêtée pensent que l'importance d'une participation aux consultations communales est forte	46% chez les jeunes	15.14% de la population enquêtée pensent que l'importance d'une participation aux consultations communales est forte avec 53% des jeunes et 34% des femmes

Compte tenu des résultats indiqués dans le tableau, le graphe ci-dessous nous donne une meilleure vision de ces résultats.

Figure 15: participation citoyenne



Changement de perception sur l'implication des jeunes et femmes dans la gestion et le développement de la communauté

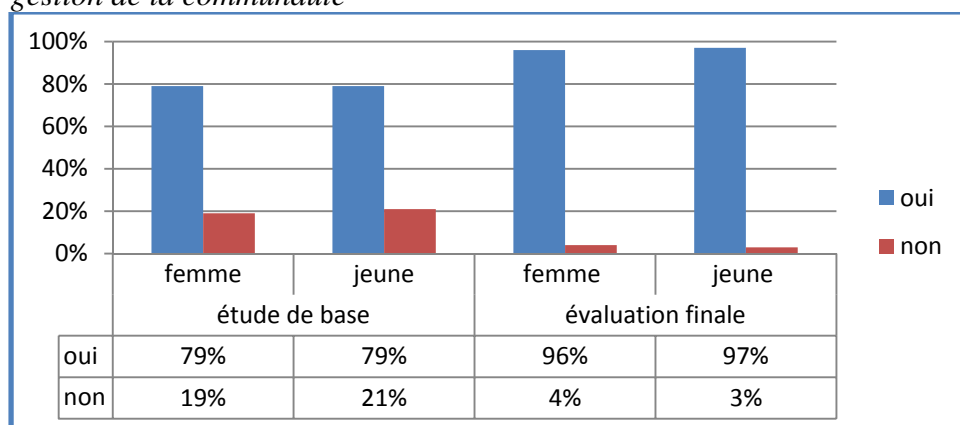
Perception sur la participation des femmes aux prises de décisions sur la gestion de la communauté

Il est à rappeler que durant l'étude de base la majorité (79%) des jeunes et des femmes pensaient que les femmes devraient participer aux prises de décisions sur la gestion de leur communauté. Mais la participation est souvent liée aux tâches féminines comme la préparation de repas. Et pourtant, questionnées sur la possibilité pour une femme d'occuper des postes décisionnaires/administratif, les femmes étaient catégoriques que c'est impossible. Certains jeunes pensent que c'est difficile mais pas impossible.

A l'évaluation finale, à la question « Pensez-vous que les femmes devraient participer à la prise de décision sur la gestion de votre communauté ? » plus de **95% des enquêtés ont répondu « oui » (96% des femmes et 97% des jeunes).**

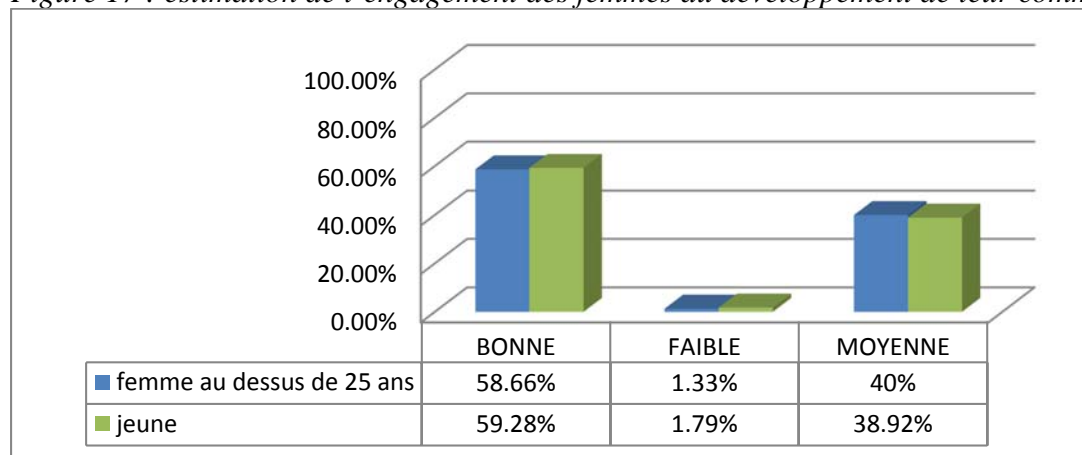
« Les femmes ont toujours eu une place moindre dans notre société. Grâce aux émissions, j'ai pu savoir que nous les femmes, avons aussi notre rôle à jouer. Mais vous savez, lors de la propagande de ANTOKO MAINTSO, laquelle présentait une candidate, les hommes disaient que cette femme ne va emmener que des problèmes. Maintenant, les hommes de mon entourage pensent le contraire et qu'une femme peut faire mieux » *auditrice, Tuléar, entretien individuel*

Figure 16 : graphe montrant l'évolution des perceptions sur la participation des femmes à la gestion de la communauté



Par rapport à cet engagement des femmes, **59.28% des jeunes pensent que l'engagement actuel des femmes est bonne et les femmes elles-mêmes le pensent avec 58.66%**. Ci-après le graphe qui démontre ces affirmations.

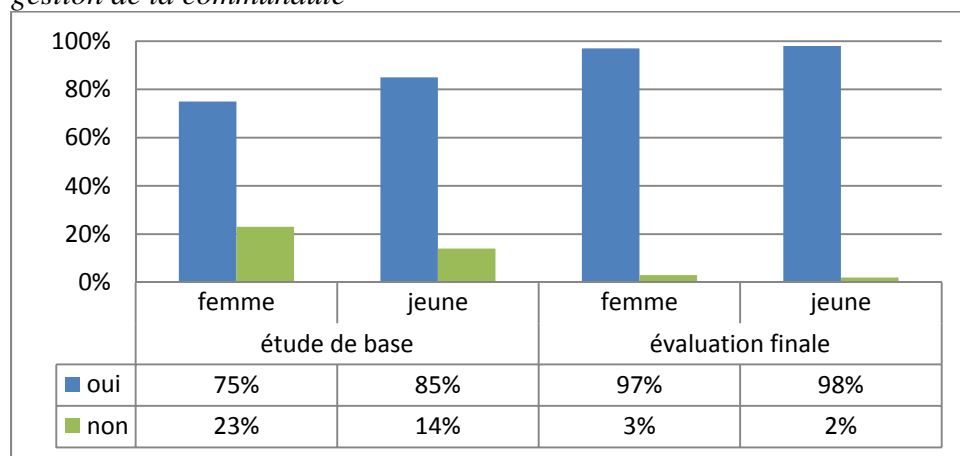
Figure 17 : estimation de l'engagement des femmes au développement de leur communauté



Perception sur la participation des jeunes aux prises de décisions sur la gestion de la communauté

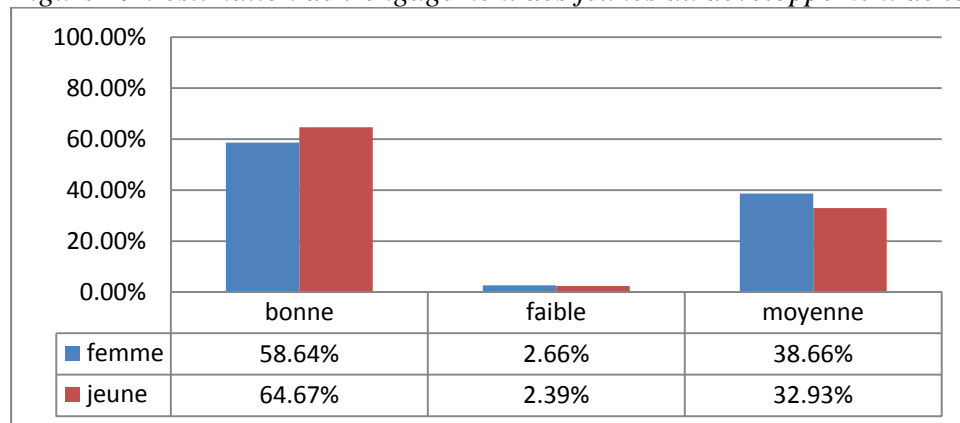
Grace au projet, les jeunes et les femmes ont appris davantage sur l'importance de leur participation dans la gestion de la commune et dans l'amélioration du fonctionnement du système de bonne gouvernance. L'étude de base a montré que la majorité de la population pensait déjà que cette participation des jeunes est importante (avec 75% des femmes et 85% des jeunes). Durant la mise en œuvre du projet, ces perceptions ont encore augmenté pour atteindre la quasi-unanimité : à la fin du projet **98% de la population affirme que la participation des jeunes est importante (98% chez les jeunes et 97% pour les femmes)**.

Figure 18 : graphe montrant l'évolution des perceptions sur la participation des jeunes à la gestion de la communauté



Concernant l'estimation de cet engagement, plus de 60.74% trouve que l'engagement des jeunes est bon avec 64.67% pour les jeunes et 58.64% pour les femmes.

Figure 19 : estimation de l'engagement des jeunes au développement de leur commune



Amélioration des connaissances sur les droits et devoirs civiques

Participation au concours civique organisé par SFCG

SFCG a organisé un concours civique pour les jeunes, appelé «Hente Lavitse». Les associations des jeunes des trois communes d'intervention ont pu soumettre des propositions d'action civique pour améliorer les conditions de vie dans leurs communautés. Un Comité de Sélection, constitué des membres de la société civile des trois communes, a effectué une sélection des meilleures propositions mi-juillet. Les projets cités ci-après ont été choisis pour être réalisés:

« Quand on a vu les prises d'initiative de ces jeunes, nous au sein de la Commune, on a aussi décidé de faire des sensibilisations pour l'assainissement des villages. A cette occasion, on a mobilisé 4 personnes par fokontany (parmi les 14 existants) » **adjoint au maire Milenaka,** entretien individuel

- A Milenaka: aménagement et assainissement de la place du marché, projet présenté par le groupe Mendrika

- A St Augustin: sensibilisation des élèves à prendre leurs responsabilités pour l'assainissement du lycée de St Augustin, projet présenté par le groupe Meva.

- A Toliara I: sensibilisation pour la propreté du bord de mer et du petit port à embarcadère de Soalara, projet présenté par le groupe Tamihoto.

Les groupes des jeunes sélectionnés ont été

accompagnés et soutenus par SFCG dans toutes les étapes de mise en œuvre de leurs actions civiques selon le processus décrit ci-dessous.

Connaissance d'avoir des droits en tant que citoyen

L'étude de base a montré que la grande majorité (93%) des personnes interrogées pense qu'ils ont des droits en tant que citoyen et la différence est légèrement supérieure pour les jeunes et plus bas pour les femmes. **L'évaluation finale a montré une augmentation, puisque 96% des enquêtés reconnaissent avoir des droits en tant que citoyen ; avec une nette supériorité pour les jeunes (96.98%) et 92% pour les femmes.**

	non	oui
femme	8%	92%
jeune	3.02%	96.98%

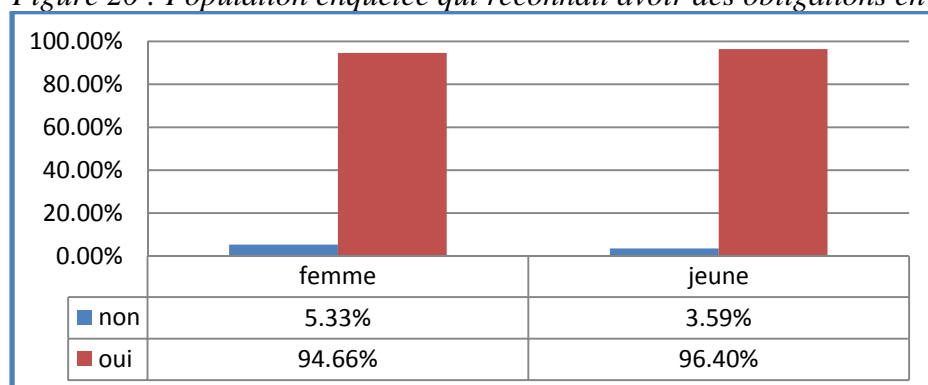
Connaissance de leur droit en tant que citoyen

63% de la population d'enquête ont pu citer au moins trois droits au début du projet. **L'évaluation affiche le même pour la totalité des enquêtés qui ont pu citer au moins trois droits en tant que citoyen (plus de 60% pour les jeunes et 27.64% pour les femmes).**

Connaissance des obligations envers l'Etat en tant que citoyen

Durant l'étude de base 84% des personnes enquêtées pensent qu'ils ont des obligations envers l'Etat et la communauté. Sur la même question, à l'évaluation finale plus de **95% de la population** affirme que « oui » (**96.40% des jeunes et 94.66% des femmes**).

Figure 20 : Population enquêtée qui reconnaît avoir des obligations en tant que citoyen



En ce qui concerne les connaissances sur les obligations envers l'état, l'étude de base affiche que 48% de la population ont pu énoncer au moins trois devoirs civiques (56% de jeunes et 32% de femmes). **A l'évaluation finale, plus de 65% de la population ont pu énoncer trois obligations envers l'état (60.75% des jeunes et 26.70% des femmes).**

Tableau 5 : indicateurs d'impacts

Indicateurs	Etude de base	objectifs	Réalisations
Connaissances d'au moins trois éléments du système démocratique par les femmes	18%	23%	26% femmes ont pu au moins citer 3 éléments du système de gouvernance
Femmes qui pensent avoir le droit de connaître et de suivre les dépenses de leurs communes	47%	61%	92% des femmes enquêtées pensent avoir le droit de suivre les dépenses de leur commune
Connaissances d'au moins trois éléments du système démocratique par les jeunes	38%	49%	61% jeunes ont pu au moins citer 3 éléments du système de gouvernance
jeunes qui pensent avoir le droit de connaître et de suivre les dépenses de leurs communes	59%	77%	avec 97% des jeunes qui pensent avoir ce droit

3.7. Evaluation selon critère 4 : DURABILITE

La durabilité implique que les bénéfices retirés d'une intervention en faveur du développement se prolongent au-delà de la période au cours de laquelle une aide a été proposée. Avantages à long terme et résistance au risque passent par les domaines les plus variés, parmi lesquels la finance, les institutions, les ressources humaines et la gestion. Comme d'autres domaines, la

durabilité inclut également l'appropriation de la paix et du processus de développement. Des recherches sur l'expérience et la paix montrent que les processus de construction de la paix sont à long terme et nécessitent donc un engagement à long terme capable d'encaisser des revers. (OCDE, 2008).

Circulation des informations sur les principes de bonne gouvernance, les droits et devoirs civiques

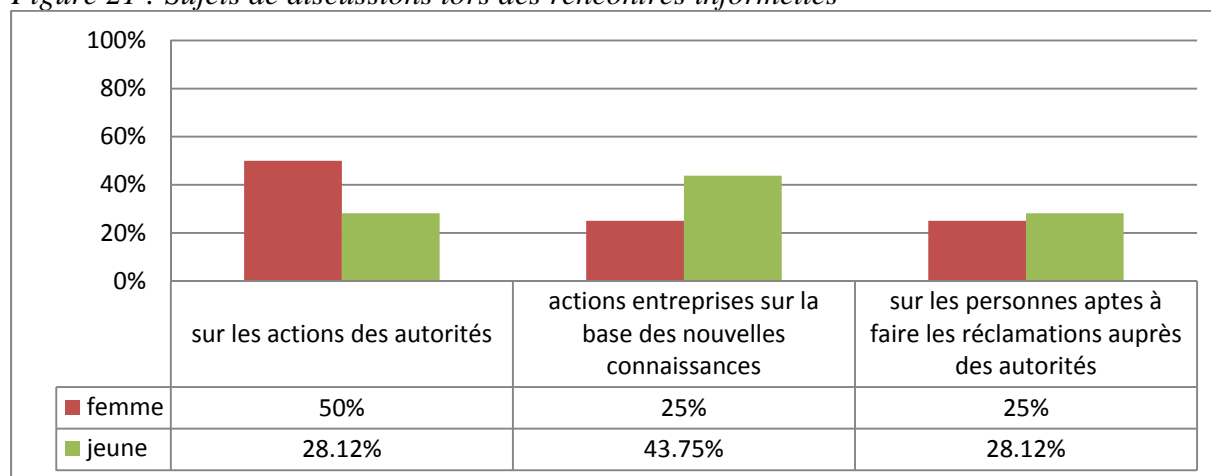
Communiquer, c'est transmettre un message, une information, modifier les représentations d'un autre, agir sur l'autre, et donc, faire preuve d'influence sur autrui. L'acte de communication doit produire des effets et semblerait, dès lors, supposer des compétences élaborées à la fois cognitives et relationnelles. Même si des formations ont été effectuées, si des feuillets et émissions radio ont été produites, la durabilité des informations transmises dans le cadre de ce projet demeure incertaine. En effet, la durée du projet ne permet pas de garantir la viabilité des informations et connaissances acquises par les OSC, les journalistes et surtout les auditeurs cibles. Indépendamment des diverses initiatives de pérennisation initié par SFCG, la viabilité des informations ne dépendent que des acteurs cibles. Au jour d'aujourd'hui, nous évaluons que la durabilité du projet n'est pas encore pérenne dans ce domaine.

Un paramètre qu'il faut tenir en compte pour évaluer la viabilité des informations et des savoirs est de savoir si les acteurs cibles, en dehors des réunions ou autre cadres du projet discutent des sujets relatifs aux activités du projet, à savoirs les connaissances sur la bonne gouvernance. C'est dans ce but que nous avons demandé aux enquêtés s'ils discutent ou débattent des questions relatives à la bonne gouvernance entre eux : 62% des enquêtés ont répondu positivement avec 35% des jeunes et 20% des femmes.

Tableau 6 : Discussion sur les informations et connaissances acquis sur la bonne gouvernance

	non	oui	TOTAL
femme	11,11%	20%	32,78%
homme	5%	7,77%	11,67%
jeune	22,22%	35%	57,22%

Figure 21 : Sujets de discussions lors des rencontres informelles



Le but de cette question était surtout de savoir si les habitants de la zone du projet discutent des sujets relatifs à la bonne gouvernance en dehors du cadre du projet. 34% de ces enquêtés affirment discuter des actions des autorités locales, 35% sur les actions qu'ils peuvent entreprendre suite aux nouvelles connaissances apprises par le projet et 31% sur les personnes qui sont aptes à faire des réclamations s'il n'osent pas le faire eux-mêmes.

Dans cette optique, la circulation des informations entre les acteurs locaux s'avère être très importante pour évaluer ce critère de durabilité. D'ailleurs, une bonne communication est une communication circulaire où les acteurs peuvent débattre et faire des échanges sur des sujets qui les intéressent. SFCG, dans ce cas, à travers ce projet représente le facteur déclencheur de cet acte d'échange entre les acteurs. En plus, diverses recherches ont montré que les acteurs locaux sont aptes à mieux discuter entre eux sans que les référents culturels tels que le statut de l'interlocuteur, le cadre formel des formations, etc. viennent altérer leurs interactions. Dans ce cas, les informations grâce à ces échanges perdurent et circulent entre les acteurs.

Supports de formation et capitalisation des acquis

Les OSC ont bénéficié de formations sur l'approche Common Ground en matière de médiation, communication et participation citoyenne. SFCG a tenu à concevoir des supports de formation pour les membres des OSC formés pour que ces derniers puissent à leur tour faire bénéficier leurs acquis aux autres membres qui n'ont pas reçu la formation. Ces supports de formations ont été traduits en malgache pour faciliter leur utilisation et éviter les problèmes de langage car c'est un des facteurs de blocage récurrent ne permettant pas la capitalisation des informations.

4. Leçons apprises

Pour l'équipe creative:

- Durant l'enregistrement des 10 derniers épisodes de Mila Masoandro, l'équipe a dû louer un groupe électrogène pour protéger les matériels et pour éviter les retards dans le timing. La ville de Tuléar a beaucoup de fluctuation du courant électrique même si le courant n'est pas coupé et elle est également imprévisible dans les coupures.
- Cela a été un défi pour trouver la bonne approche pour que les acteurs arrivent à surmonter leurs différences (origine, niveau d'études) pour qu'ils collaborent avec synergie pour atteindre un seul objectif. Le team building et le feedback ont aidé.
- La bonne répartition des tâches dans l'équipe assure un bon accomplissement de la mission et entretient la dynamique de l'équipe.

Pour l'équipe SFCG de Tuléar :

- Il faut se rapprocher le plus possible de la communauté avec laquelle le projet agit pour que l'impact soit bien concret. L'équipe a constaté qu'un lancement dans chaque commune était nécessaire pour que les autorités comprennent que le projet sert surtout l'intérêt de la communauté. Lors de la première série de réunions publiques, cette approche auprès des autorités a eu une faille. Le nombre de personnes qui ont assisté aux réunions a été minime. Après un recueil des feedbacks auprès des jeunes et une discussion avec les autorités, la préparation s'est faite plus facilement. La communication sur l'intérêt de la population dans le projet et l'implication des autorités permet aussi

d'avoir une collaboration plus franche, et dans laquelle on n'a pas à monnayer l'invitation aux réunions communautaires.

- L'incompréhension de la FMGFAA sur les actions de SFCG a aussi marqué ce projet. A chaque réunion, SFCG doit présenter ses actions et son cadre de travail avec le PNUD, et ce que cela représente en termes d'activités. Si les activités avec les journalistes se poursuivent dans un futur projet, il faudra absolument revoir les termes de collaboration entre les journalistes et SFCG. La réalisation d'un concours pourrait être une opportunité pour avoir la motivation des journalistes, ce sera aussi l'occasion de mesurer l'impact de la formation sur la réalisation de reportage. En ce qui concerne le CRM, la stratégie de retrait qui se traduit par un appui du cadrage institutionnel est toujours pertinente. Néanmoins, ce qu'on entend par appui et accompagnement doit être très clair entre toutes les parties pour éviter des malentendus.
- D'après l'équipe du projet, à chaque fois que l'équipe rencontre des groupes de jeunes (ceux qui sont impliqués dans « Hente Lavitse » mais aussi d'autres groupes déjà existants), elle ressent toujours une grande volonté⁸ de faire valoir la capacité d'action des jeunes. Ces initiatives pourront être intéressantes pour véhiculer un genre de journalisme citoyen. D'une certaine manière, il serait intéressant de former des personnes de la société civile au travail de journaliste, pour donner une autre vision du traitement de l'information.
- L'expérience des quatre débats a montré que la participation des femmes dans les discussions sur les problèmes de la communauté reste encore minime. Sur la centaine de personnes qui a assisté au débat de Milenaka, les femmes sont minoritaires. Il faudra penser à une approche particulière pour inciter les femmes à venir. A part les annonces à la radio, on peut penser à une discussion au préalable auprès des femmes pour les encourager à venir et à participer.

5. Recommandations

Il est à noter que les recommandations ont été enrichies par les recommandations des participants à la séance de restitution des résultats de l'évaluation finale qui a été effectué à Tuléar le 9 décembre 2014 dernier auprès des principaux partenaires et bénéficiaires.

La participation des femmes

- Renforcer les approches au niveau des femmes ; impliquer les associations de femmes particulièrement (ex : Association 8 mars) si on veut mieux cibler les femmes et inciter les femmes leaders à mobiliser les autres femmes membres de la communauté.
- Etant donné la reconnaissance de l'efficacité des tribunes d'expression populaires (débats et réunion publiques) par les communautés et pour pallier la faible implication des femmes, il faudra multiplier les activités de tribunes d'expression populaire et mieux les organiser en sollicitant davantage la participation de celles-ci. Si nécessaire, créer une association de femmes qui promeut le fonctionnement de la gouvernance locale auprès des autres femmes de la Région

⁸ Les idées ne manquent pas, elle a par exemple remarqué que FITAFI et le réseau TAFAMAHASOATOI sont tous deux impliqués dans la production d'émissions radiophoniques pour faire entendre la voix des jeunes

La participation des jeunes

- Renforcer les approches au niveau des jeunes ; impliquer les démembrés du Ministère de la Jeunesse et des Sports si on veut mieux cibler les jeunes et créer des opportunités ou des occasions pour les jeunes de participer dans la vie de la communauté (Ex : consultation – participation).
- Mettre en place une structure permanente d'appui aux jeunes (à l'instar de l'appui donné par SFCG dans ce projet)
- Encourager les opportunités d'échanges entre jeunes
- Renforcer les projets de ce genre par une éducation civique au niveau de la communauté

Tenir compte des réalités socioculturelles de la région d'intervention: pour plus de pertinence dans la mise en œuvre et le choix des partenaires, SFCG doit se baser sur les différents référents culturels de la société d'intervention

- SFCG doit tenir compte des réalités socioculturelles de la Région Atsimo Andrefana. En effet, plusieurs problèmes dus à cette méconnaissance des référents culturels vezo sont rencontrés durant la mise en œuvre du projet. Une recherche approfondie avant-projet dans cet axe serait plus que nécessaire.
- Pour asseoir la culture d'écoute de la radio, il est important d'accompagner la diffusion d'émissions à la radio par des séances d'écoute collective, dans les communautés. Des discussions pourront être faites avec l'appui d'un facilitateur. Même si cela ne peut se faire pour toutes les diffusions, que ces séances soient au moins faites au début de la diffusion, pour habituer les auditeurs.
- Il faut revoir les heures de diffusion des émissions en tenant compte des heures où la famille est sûre d'être disponible pour écouter la radio. En effet, les résultats ont montré que certains enquêtés manifestent leur frustration de ne pas pouvoir écouter les émissions du fait qu'ils soient occupés par leurs études ou autres activités qu'ils jugent plus importantes.
- Diversifier les supports de sensibilisation notamment le format de « Mila Masoandro » en film/format télévisé surtout pour les villes comme Tuléar I

Préférer les projets plus longs (plus de 1 an) pour avoir le temps d'intégrer les leçons apprises et les feedbacks provenant de la communauté pour renforcer la gouvernance locale

- Bien que le projet ait obtenu des résultats intéressants sur plusieurs aspects, il est à reconnaître que la durée du projet a été relativement courte pour permettre suffisamment de recul ainsi que l'atteinte d'impact de changement de comportement sur le long terme.
- Des remarques et feedbacks pertinents ont été émis par les participants/bénéficiaires mais le temps de mise en œuvre du projet n'a pas permis de les prendre en considération.

Déterminer et éclaircir les rôles de chacun dans le système de fonctionnement de la bonne gouvernance. Pour cela, instaurer une vision commune des notions de participation et de bonne gouvernance serait de mise.

- Bien déterminer les rôles et responsabilités de tous les acteurs dans le système de gouvernance. Pour cela, un tableau des rôles devraient être élaboré et traduit en malgache (dialecte vezo) pour que chacun des parties prenantes sache son rôle

- Définir également les redevabilités attendues de chaque niveau de responsabilité et évaluer ensemble leur performance
- Il faudrait favoriser les échanges sur les pratiques concrets de la bonne gouvernance pour mettre en évidence les avantages de l'adoption des principes de la bonne gouvernance
- Bien définir également la définition et la traduction des mots utilisés : population ('*vahoaka*') – autorités locales ('*mpitondra*')
- Renforcer le plaidoyer auprès des journalistes et autorités locales sur l'objectif du projet et leurs avantages à l'intégration de ce projet. Les locaux sont les plus aptes à reconnaître leur besoins et leurs attentes, au lieu d'une analyse top down on devrait plus se concentrer sur une analyse bottom up. C'est à dire les locaux devraient se charger de faire connaître leurs problèmes et leurs priorités et se charger de mobiliser les acteurs locaux avec l'appui de SFCG. En effet, pour ce projet on a procédé à une campagne d'information, mais on reconnaît que l'initiative devrait provenir des locaux et puis SFCG appuie et non le contraire.
- Le fait que les médias font partie de la société civile est parfois oublié, ne pas oublier de le rappeler souvent.
- Les membres de la société civile ont également émis le souhait de connaître plus le métier de journaliste pour une meilleure collaboration entre les entités et pour avoir une autre lecture des informations

Gestion des infrastructures et capitalisation des ressources

- Pour le CRM, il faut mettre en place un manuel de gestion ou procédure pour gérer les centres de ressources pour qu'ils soient utilisés à bon escient.
- Des séances de partage devraient être organisées mensuellement ou régulièrement entre les OSC et la population locale ou autres acteurs désirant d'y intégrer. En effet, toutes les catégories d'acteurs ne bénéficient pas des renforcements de capacités. Les acteurs bénéficiant des appuis devraient transférer leur acquis aux autres membres de la communauté. Ou bien, il serait aussi utile d'organiser des séances de porte ouverte au sein des centres de ressources.
- Il faudrait penser à mettre en place un studio d'enregistrement local, c'est-à-dire dans la zone d'intervention pour assurer la qualité de l'enregistrement et pour la sécurité des matériels techniques.
- Multiplier les accompagnements et suivis des journalistes formés sur le traitement des informations et capacités d'analyses sur la bonne gouvernance.

Renforcements des capacités des autorités locales sur les principes de gouvernance.

- Les autorités n'ont pas été notre cible principale pour ce projet. En tant que principal acteur dans le système de bonne gouvernance, il serait mieux de renforcer aussi les capacités des autorités sur les principes de bonne gouvernance.
- Des communications ciblées (type plaidoyer) adressées aux aînées et aux personnes influentes (Ex : Ray aman-dreny – Hazomanga et autorités locales) devront être menées sur la participation et la considération de la femme.
- L'appui ne devrait pas se limiter pas seulement aux journalistes, il faudrait identifier des associations de base qui produisent des émissions radiophoniques qui ont plus de motivations que les journalistes

Divers

- Un souhait de soutien dit plus concret a également été soulevé par les bénéficiaires après le passage de projet. Ex : infrastructures, etc.

6. Annexes

Annexe 1: Termes de références de l'évaluation

Termes de référence pour l'évaluation finale du projet « *Les médias et les OSC comme mécanismes promoteurs de la Bonne Gouvernance locale, la Paix et la Cohésion Sociale* »

1- Contexte

Search for Common Ground (SFCG) est une organisation non gouvernementale internationale qui a pour mission de transformer la manière dont le monde gère les conflits en écartant l'approche de confrontation et en privilégiant la recherche de solution par la coopération.

SFCG est intimement convaincu que la bonne gouvernance est un élément clé de la paix et de la cohésion sociale avec les médias et les OSCs en tant qu'acteurs centraux.

Dans ce sens, SFCG met en œuvre plusieurs projets pour réussir sa mission dont le projet « Les médias et les OSC comme mécanismes promoteurs de la Bonne Gouvernance locale, la Paix et la Cohésion Sociale » financé par le PNUD à travers le Programme Droit, Devoirs et Cohésion Sociale (DDCS), pour une période de 7 mois, de 22 Avril 2014 au 21 Novembre 2014.

Le projet touche à sa fin et une évaluation finale du projet est à mener.

2- Objectifs du projet.

L'Objectif général de l'action est d'améliorer l'implication des médias, des OSCs et des citoyens dans la gouvernance locale au niveau de 3 communes cibles de la Région Atsimo Andrefana.

Cet objectif général se décline en deux objectifs spécifiques :

OS 1. Les capacités d'action des médias et des OSC locaux dans la promotion de la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale sont renforcées.

OS 2. Les femmes et les jeunes dans 3 communes de la région d'Atsimo-Andrefana sont sensibilisés sur leurs droits et devoirs civiques et sur le fonctionnement du système de gouvernance démocratique.

Activités et résultats attendus du projet

Les résultats attendus sont les suivants :

Résultat 1.1: Les médias développent des initiatives pour la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale

Résultat 1.2 : Les citoyens et les OSCs peuvent discuter de leurs préoccupations avec les décideurs locaux (privé et public)

Résultat 2.1 : Un plan de communication/sensibilisation est établi.

Résultat 2.2 : Des activités de sensibilisation auprès des femmes et des jeunes sont menées pour le civisme et la cohésion sociale

Les activités principales sont les suivantes :

- Former les journalistes sur les techniques du journalisme civique

- Accompagner les journalistes pour la production des produits sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale
- Renforcer la capacité des OSCs en dialogue, participation citoyenne, médiation et communication
- Organiser des débats publics orientés vers des solutions et la collaboration entre les OSCs – les décideurs et les citoyens avec une participation des journalistes locales
- Produire et diffuser dans le dialecte local un feuilleton radiophonique pour promouvoir la gouvernance et la cohésion sociale au niveau des femmes et des jeunes
- Organiser un concours d’initiative de civisme local ciblant les jeunes au niveau de 3 communes cibles de la Région Atsimo Andrefana
- Produire et diffuser une série d’émissions radiophoniques « réalité »
- Organiser des réunions publiques dans chaque commune pour faciliter un dialogue et des échanges entre les groupes qui mettent en œuvre les initiatives de civisme et des jeunes.

Les groupes cibles sont:

- journalistes membres de l’association des journalistes de la région d’Atsimo Andrefana
- 15 membres de l’organisation de la société civile de la zone d’intervention
- Les jeunes et les femmes de la zone d’intervention
- L’audience des émissions SFCG

Les zones d’intervention : Commune urbaine de tuléar I – commune de St Augustin et Commune de Milenaka

Partenaires du projet : Radio Soatalily, Centre des ressources des médias, centre des ressources des OSCs, commune Urbaine de Tuléar I, Commune de St Augustin, Commune de Milenaka

3- Objectifs de l’évaluation finale

L’évaluation sera basée sur les critères interdépendants définis par l’OECD-DAC, à savoir l’impact, l’efficacité, l’efficience et la viabilité.

Cependant, SFCG confirme qu’il est difficile de se prononcer sur un impact réel dans le sens de changement de comportement, étant donné la durée de mise en œuvre. A cet effet, l’évaluation se focalisera sur les changements à court termes et intermédiaires au niveau de connaissance, attitude, croyance et aptitude.

Donc, l’évaluation finale a pour but et objectifs de :

- Déterminer si les approches/stratégies adoptées sont appropriées et ont été effectivement appliquées
- Evaluer le processus d’exécution des activités, analyser la façon dont elles ont été menées afin de décider comment elles peuvent être améliorées à l’avenir ; Identifier et comptabiliser les meilleures pratiques et les leçons apprises.
- Mesurer les résultats à court et à moyen terme par rapport aux objectifs fixés tels que décrits dans le document de projet.
- Mesurer dans quelle mesure, le projet est pertinent pour la population

- Examiner dans quelle mesure le renforcement de capacité et le partenariat ont été effectifs et efficaces;
- Analyser les facteurs exogènes au projet et SFCG qui ont affecté positivement ou négativement la bonne marche du projet
- Fournir des recommandations dans le cadre de la stratégie, du processus d'exécution du projet afin d'améliorer pour la mise en œuvre, les effets obtenus et la pérennisation des projets similaires.

Les indicateurs à suivre et à évaluer sont :

OS 1. Les capacités d'action des médias et des OSC locaux dans la promotion de la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale sont renforcées.

- Nombre de diffusions /publications par chaque média partenaire sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale
- Nombre de journalistes formés ayant acquis une capacité d'analyse, de recherche et de traitement d'informations sur la gouvernance qui promeut la transparence, la participation et les solutions collaboratives
- Nombre de reportages/articles sur la transparence, la redevabilité et la cohésion sociale produits avec l'appui de SFCG
- Nombre d'évènements publics organisés par le centre de ressources des OSCs à Tuléar
- Nombre de membres d'OSC formés sur l'approche CG en matière de médiation, communication et participation citoyenne
- Nombre de débats publics orientés vers des solutions et la collaboration entre les OSCs – décideurs et les citoyens organisés

OS 2. Les femmes et les jeunes dans 3 communes de la région d'Atsimo-Andrefana sont sensibilisés sur leurs droits et devoirs civiques et sur le fonctionnement du système de gouvernance démocratique.

- Nombre de messages clés développés pour promouvoir le civisme et la démocratie auprès des femmes et des jeunes
- Nombre de focus groupes tenus dans les 3 communes cibles
- Nombre de plans de suivi évaluation mis en place
- % d'augmentation de connaissance des femmes et des jeunes dans les communes sur le civisme, la démocratie et la cohésion sociale
- Connaissance des élections en tant qu'élément de système démocratique
- Connaissance de la participation en tant qu'élément de système démocratique
- Connaissances sur les rôles et les responsabilités de la commune
- % augmentation de jeunes qui reconnaissent l'importance du civisme et de la participation citoyenne
- Nombre d'épisodes de feuilleton radiophonique pour promouvoir la gouvernance et la cohésion sociale au niveau des femmes et des jeunes produits et diffusés
- Nombre de concours sur le civisme lancé dans chaque commune
- Nombre de small grants octroyés dans le cadre du concours sur le civisme
- Nombre d'émissions radiophoniques « réalité » qui suit le progrès de chaque initiative
- Nombre de réunions publiques dans chaque commune pour faciliter un dialogue et des échanges entre les groupes qui mettent en œuvre les initiatives de civisme et des jeunes

4- Méthodologie

L'évaluation effectuée en interne par SFCG. Elle sera basée sur l'étude de base effectuée en avril dernier. La méthodologie sera également maintenue pour permettre la comparaison avec des questionnaires permettant une évaluation des résultats à court terme du projet.

La méthodologie restera mixte avec des parties quantitatives et qualitatives pour permettre de trianguler les données.

Les enquêtes individuelles au niveau des trois communes cibles seront menées. Les cibles seront les jeunes (18 à 24 ans) et les femmes au niveau des trois communes dont au moins 30% de femmes et 30% de jeunes filles. En tout, 270 personnes seront questionnées.

Pour la partie qualitative, des rencontres seront organisées avec les différents groupes cibles et les différentes parties prenantes : membres de la société civile – Journaliste –radio – jeunes – femmes – autorités locales -dans les trois communes cibles. Environ 15 focus group et interviews individuels sont à mener avec 8 à 10 personnes par focus group.

Le personnel de mise en œuvre du projet sera également interviewé.

Pour permettre de donner une vue externe à l'analyse, un consultant sera recruté pour appuyer l'équipe de suivi évaluation de SFCG. De même, la partie collecte quantitative sera effectuée par des enquêteurs externes.

5- Calendrier de l'évaluation

L'évaluation sera menée du 1 novembre au 15 décembre 2014 avec les étapes suivantes :

- Du 1 au 7 novembre : préparation et recrutement terrain
- Du 9 au 19 novembre : collecte de données sur terrain cf planning de collecte de données ainsi que saisie
- Du 20 au 30 novembre : Traitement des données
- 1 au 5 décembre : rédaction du rapport – 1^{er} draft
- 9 décembre : restitution de l'évaluation
- 12 décembre : Rapport finale validé

Annexe 2: Outils d'évaluation



Villa Anjara Fanantenana
 Lot II K 50 M | Mahatony-Ivandro
 Antananarivo 101 | Madagascar
 Tél/fax : +261 20 22 493 40
 Email : contact.madagascar@sfcg.org
 Site web : www.sfcg.org

Guide de discussion

Date :

Lieu :

Nom du facilitateur :

Rapporteur :

Homme Femme

Sur la formation et l'accompagnement (si directeur de station)

1. Comment avez-vous trouvé la formation dispensée par SFCG?
2. Quels éléments de la formation étaient les plus utiles/pertinents pour vous/votre équipe ?
Quels éléments de la formation n'ont pas été utiles/ pertinents ?
3. Est-ce que le travail de votre équipe s'est amélioré après la formation ? dans quelle mesure ? Donnez des exemples concrets.
4. Quels sont vos recommandations pour le futur ?
5. Qu'est-ce que la bonne gouvernance ?
6. Quelles sont les émissions de SFCG que vous diffusez sur votre radio ?
7. Avez-vous de contrats écrits avec SFCG (voir la copie si existe) ?
8. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans le cadre de ce contrat ?
9. SFCG a travaillé avec vous depuis avril 2014 dans le cadre d'un projet de bonne gouvernance, qu'est-ce que cela a apporté de plus dans votre communauté ?
10. Dans le cadre de ce projet, qu'est ce qui n'a pas bien marché lors de la mise en œuvre des activités du projet ?
11. Pourquoi cette activité (projet) a-t-elle lieu?
12. En quoi est-elle importante pour vous et/ou pour votre communauté ?
13. Pouvez-vous affirmer que le contrat concernant les émissions dans le cadre de ce projet ou n'a pas eu de difficulté ? Si non, lesquelles, quels sont les facteurs qui sont à la base ? Si oui, quels ont été les facteurs qui ont contribué à ce succès ?
14. y a-t-il d'émissions que vous coproduisez avec SFCG dans le cadre de la bonne gouvernance ? Lesquelles ? Existe-t-il une grille de diffusion de cette émission sur votre radio ?
15. Quels conseils pouvez-vous donner à SFCG pour améliorer ce travail de coproduction et en vue d'améliorer votre travail dans votre mission de lutte pour la bonne gouvernance et de la cohésion sociale au sein de cette communauté ?
16. Pouvez-vous donner une histoire qui illustre la pratique de la bonne gouvernance dans votre milieu ?
17. Il y a-t-il des émissions développées pendant ou après le contrat SFCG dans le domaine de bonne gouvernance, de participation citoyenne ou protection ?
18. Pensez-vous que la diffusion de cette émission a d'impact sur les bénéficiaires ? Comment ?
19. Avez-vous des avis particulier sur l'émission ? Lesquels ?

Sur le résultat

20. Trouvez-vous qu'il y a une bonne communication et d'échange entre les autorités locales et votre communauté ?
Qu'est-ce que vous aimez? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer ? Comment?
21. Suite aux activités (débat public-concours-Mila Masoandro), trouvez-vous que l'implication des jeunes dans la promotion du civisme a augmenté?
Qu'est-ce que vous aimez? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer et comment?
22. Selon vous, quels sont les barrières à l'amélioration de la gouvernance dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?
23. Selon vous, quels sont les barrières à la participation des citoyens, des femmes/des jeunes dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?
24. Selon vous, quels sont les avantages de l'amélioration de la gouvernance et la participation des femmes /des jeunes dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?



Villa Anjara Fanantenana
 Lot II K.50 M | Mahatony-Ivandy
 Antananarivo 101 | Madagascar
 Tél/fax : +261 20 22 493 40
 Email : contact.madagascar@sfcg.org
 Site web : www.sfcg.org

Guide de discussion – Population**Date :****Lieu :****Nom du facilitateur :****Rapporteur :****Nombre de participants :** Homme ____/____/ Femme ____/____/**Tranche d'âge des participants :** [18 à 24 ans [[25ans et plus***NB : Demandez des exemples concrets à chaque affirmation***

1. Qu'est-ce que le feuillet Mila Masoandro vous a apporté (en termes de connaissance, attitudes, changements de comportements)? Donnez des exemples concrets.
2. Qu'est ce qui est à améliorer pour le feuillet ?
3. Durant ces derniers mois, avez-vous entendu des émissions sur la transparence, la gouvernance, la redevabilité ou la cohésion sociale à la radio? Lesquels (noms de l'émission et station)
4. Si oui,
 - a. Qu'est-ce que vous aimez dans les émissions ? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer ?
5. Si non,
 - a. D'après vous, quelle serait le genre d'émission qui pourrait véhiculer au mieux des sujets tels que la transparence, la gouvernance ou la redevabilité ?
6. Trouvez-vous qu'il y a une bonne communication et d'échange entre les autorités locales et votre communauté ?
7. Qu'est-ce que vous aimez? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer ? Comment?

8. Suite aux activités (débat public-concours-Mila Masoandro), trouvez-vous que l'implication des jeunes dans la promotion du civisme a augmenté? Qu'est-ce que vous aimez? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer et comment ?
9. Selon vous, quels sont les barrières à l'amélioration de la gouvernance dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?
10. Selon vous, quels sont les barrières à la participation des citoyens (des femmes/des jeunes) dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?
11. Selon vous, quels sont les avantages de l'amélioration de la gouvernance et la participation des femmes /des jeunes dans votre communauté ? Dans quelle mesure.
12. Selon vous, les autorités locales sont-elles impliquées dans l'action de communication pour la bonne gouvernance ? Comment ?
13. Avez-vous des difficultés avec les partenaires locaux ? Si oui de quel genre ? Si non, comment pensez-vous consolider ce lien pour l'avenir ?
14. Que recommanderiez-vous à tous les intervenants dans le projet (SFCG, radios partenaires, bénéficiaires tous.)
15. Pouvez-vous donner une histoire qui illustre la pratique de la bonne gouvernance dans votre milieu ?
16. Pratique des principes de bonne gouvernance mécanismes de transformation des conflits
17. Avez-vous observez la pratique des principes de la bonne gouvernance au sein de votre communauté ? Donnez en des exemples
18. Pensez-vous que l'autorité vous assure la protection qu'il faut au sein de votre communauté ? Si oui, comment ? Si non, pour quoi ?
19. Estimez-vous que les réponses des autorités aux questions de la population satisfont au besoin en information en matière de de celle-ci ?
20. Vous êtes d'accord que les citoyens ont le droit de vérifier (contrôler) et de critiquer les actions des leaders politiques élus et des fonctionnaires ?
21. Selon vous, il y a-t-il d'autres rôles que les autorités locales devraient jouer et que vous constatez qu'ils ne sont pas bien remplis par elles ?
22. Selon vous, il y a-t-il de devoirs que doit remplir la population envers son état ?
23. Pensez-vous qu'une femme serait en mesure d'occuper un poste de responsabilité dans votre entité au même titre qu'un homme ?
24. Perspectives d'avenir
25. Au cas où il faudrait refaire le projet, quels sont vos souhaits pour un meilleur déroulement du projet : quoi à corriger s'il était à reprendre



Villa Anjara Fanantenana
 Lot II K 50 M | Mahatony-Ivandry
 Antananarivo 101 | Madagascar
 Tél/fax : +261 20 22 493 40
 Email : contact.madagascar@sfcg.org
 Site web : www.sfcg.org

Guide de discussion – Personnes formées

Date :

Nom du facilitateur :

Nombre de participants :

Homme ____/____/____ Femme ____/____/____

Lieu :

Rapporteur :

Tranche d'âge des participants : [18 à 24 ans [[25ans et plus

Sur la formation

1. Comment avez-vous trouvé la formation dispensée par SFCG?
2. Quels éléments de la formation étaient les plus utiles/pertinents pour vous/votre équipe ?
Quels éléments de la formation n'ont pas été utiles/ pertinents?
3. Avez-vous observé un changement depuis les activités de formation organisées ? si Oui, les personnes formées (autres que vous, selon votre avis) utilisent elles les acquis de cette formation ?, comment ? Si non, pourquoi ?
4. Dans quelle mesure cela vous a aidé à améliorer votre travail au quotidien ? (si journaliste) Donnez des exemples concrets.
5. Comment la formation reçue par le journaliste a contribué à la qualité de leur travail de communication ?
6. Dans quelle mesure cela vous a aidé à aider à atteindre votre mission en tant que société civile ? Donnez des exemples concrets.
7. Quels sont vos suggestions pour améliorer les prochaines formations ?

Sur l'accompagnement

8. Comment avez-vous trouvé l'accompagnement de SFCG?
9. Dans quelle mesure cela vous a aidé à améliorer votre travail au quotidien ? (si journaliste) Donnez des exemples concrets.
10. Dans quelle mesure cela vous a aidé à atteindre votre mission en tant que société civile ?
Donnez des exemples concrets.
11. Quels sont vos recommandations pour le futur ?
12. Comment appréciez-vous l'amélioration de production à votre niveau ou au niveau des autres membres de votre radio en matière de bonne gouvernance ? (question à poser au niveau des radios)
13. Existe-t-il au sein de votre radio un critère de production de programme de bonne gouvernance
14. La qualité a-t-elle augmenté ?, comment ?
15. Quelle est la cible de vos émissions sur la bonne gouvernance locale ?
16. Cette cible est-elle accessible ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ?
17. Avez-vous reçu des feedback de la part de la cible pour les émissions sur la gouvernance ? Comment vous les recueillez ? Qu'en pensez-vous ?
18. Qui participe aux émissions traitant de la bonne gouvernance ? Quels thèmes débattus ?
Quel a été l'impact de ces émissions sur le changement au sein de la communauté ?

Sur le résultat

19. Trouvez-vous qu'il y a une bonne communication et d'échange entre les autorités locales et votre communauté ?
20. Qu'est-ce que vous aimez? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer ? Comment?
21. Suite aux activités (débat public-concours-Mila Masoandro), trouvez-vous que l'implication des jeunes dans la promotion du civisme a augmenté?
Qu'est-ce que vous aimez? Qu'est-ce que vous aimeriez améliorer et comment ?
22. Selon vous, quels sont les barrières à l'amélioration de la gouvernance dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?

23. Selon vous, quels sont les barrières à la participation des citoyens, des femmes/des jeunes dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?

24. Selon vous, quels sont les avantages de l'amélioration de la gouvernance et la participation des femmes /des jeunes dans votre communauté ? Dans quelle mesure ?



Villa Anjara Fanantenana
Lot II K 50 M | Mahatony-Ivandy
Antananarivo 101 | Madagascar
Tél/fax : +261 20 22 493 40
Email : contact.madagascar@sfcg.org
Site web : www.sfcg.org

QUESTIONNAIRE – Evaluation Finale

«Les médias et les OSC comme mécanismes promoteurs de la Bonne Gouvernance locale, la Paix et la Cohésion Sociale.»

DETAILS DE L'ENQUETE			
Enquêteur:		Catégorie : NB : Femme au moins 30%	<input type="checkbox"/> Jeune Homme (18 à 24 ans) <input type="checkbox"/> Jeune Fille (18 à 24 ans) <input type="checkbox"/> Femme au-dessus de 25 ans <input type="checkbox"/> Homme au-dessus de 25 ans
Numéro de fiche :		Enfant à charges :	___/
Date enquête:	/ 11/2014	Âge :	
Commune :	<input type="checkbox"/> Tuléar I <input type="checkbox"/> St Augustin <input type="checkbox"/> Milenaka	Niveau scolaire :	<input type="checkbox"/> Ne sait lire ni écrire <input type="checkbox"/> Primaire <input type="checkbox"/> Secondaire <input type="checkbox"/> Supérieur
Fokontany :		Profession :	<input type="checkbox"/> Etudiant <input type="checkbox"/> Agriculteur <input type="checkbox"/> Pêcheur <input type="checkbox"/> Commerçant <input type="checkbox"/> Ménagère <input type="checkbox"/> Tireur de pousse pousse <input type="checkbox"/> Docker <input type="checkbox"/> Fonctionnaire <input type="checkbox"/> Autres à préciser _____
Heure du début : Heure de la Fin :		ETAT CIVIL:	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Séparé ou divorcé

A. ECOUTE ET RESULTAT DE MILA MASOANDRO

1. Ecoutez-vous le feuilleton Mila Masoandro ?

Oui

Non mais au moins 1 membre de ma famille écoute

- Non, personne n'écoute NSP/Ne connaît pas
2. **Comment est- ce que vous l'écoutez?**
- Ecoute RNM Soatalily Ecoute Radio Mazava
- Ecoute autres radios Groupe d'écoute

Pour ceux qui écoutent Mila Masoandro

3. **A quel rythme écoutez-vous Mila Masoandro ?**
- A chaque fois Une émission sur deux De temps en temps
4. **Pour quelles raisons écoutez-vous Mila Masoandro ?**
- Divertissant Original Traite des sujets de la vie quotidienne
- Vous reconnaissez-vous dans les situations Autre (à préciser)_____
5. **Diriez-vous que les situations rencontrées dans Mila Masoandro vous ont apporté des éléments de connaissances sur leurs droits et devoirs civiques et sur le fonctionnement du système de gouvernance démocratique**
- Dans votre famille Oui Non NSP
- Dans votre communauté? Oui Non NSP

Pour tous, y compris ceux qui n'écoutent pas Mila Masoandro

B. COHESION SOCIALE

6. **Comment estimez-vous le degré de division dans votre communauté ?**
- Très Fort Moyen Très faible
- Fort Faible NSP

C. RESULTATS DE LA FORMATION ET DES COACHING DES JOURNALISTES

7. **Durant ces derniers mois, avez-vous entendu des émissions sur la transparence, la gouvernance, la redevabilité ou la cohésion sociale à la radio? (autre que Mila Masoandro)**
- Oui Non NSP/Ne connaît pas
- Si **oui**, merci de préciser l'émission _____
8. **Sur quelle station?**
- TVM/ RNM Soatalily Radio télévision Siteny Radio le Buffet Fanambarana Radio de l'Université Autres radios (à préciser)_____
9. **Diriez-vous que les émissions vous ont apporté des éléments de connaissances sur la transparence/redevabilité, gouvernance et cohésion sociale ?**
- Oui Non NSP
10. **Est-ce que les émissions produites par les journalistes sur la transparence, la gouvernance et la redevabilité/ cohésion sociale sont :**
- Meilleurs Inchangé Plus mauvais NSP/Ne connaît pas

D. RESULTATS DES ACTIVITES COMMUNAUTAIRES

11. Comment trouvez-vous le dialogue entre les autorités locales et les communautés?

- Meilleurs Inchangé Plus mauvais NSP/Ne connaît pas

12. Comment trouvez-vous l'implication des jeunes dans la promotion du civisme?

- Meilleurs Inchangé Plus mauvais NSP/Ne connaît pas

E. CONNAISSANCES DES ENQUETES**a. LA GOUVERNANCE ET LA DEMOCRATIE****13. D'après vous, quels sont les éléments d'un système de gouvernance démocratique ?**

- Elections Représentativité Redevabilité et transparence Liberté civique
 Etat de droit Indépendance judiciaire Participation citoyenne Autres à préciser__
 NSP/Ne connaît pas

14. Pensez-vous que vous avez le droit de connaître et suivre les dépenses que fait votre commune ?

- Oui Non

15. D'après vous, quels sont les tâches et les responsabilités de la mairie ?

- Service de base Sécurité Infrastructure
 Documents administratifs (certificats – actes etc)
 Finance (collectes impôts et gestion budget)
 Autres à préciser_____ NSP/Ne connaît pas

16. D'après vous, quels sont les mécanismes qui doivent exister pour que les gens puissent participer dans les prises de décisions ?

- Consultation des besoins (initier par les communes)
 Réunions de travail : comité locale de développement
 Restitution des réalisations par les autorités locales
 Autres à préciser_____ NSP/Ne connaît pas

b. LA PARTICIPATION CITOYENNE**17. Pensez-vous que vous avez un rôle à jouer dans la gestion de votre communauté ?**

- Oui Non

18. Si oui, lesquelles?

- Obligations morales : entraide – fihavanana etc
 Obligations citoyennes : Participation aux consultations - budget participatif etc
 Obligations légales ; payer les impôts – cotisations etc
 Autres à préciser_____ NSP/Ne connaît pas

19. D'après vous, quelle est l'importance d'une participation dans la vie sociale? (Fihavanana et entraide)?

- Fort Moyen Faible

20. D'après vous, quelle est l'importance d'une participation fiscale?

- Fort Moyen Faible
21. **D'après vous, quelle est l'importance d'une participation aux consultations communales? (budget participatif –réunions)?** Fort Moyen
 Faible
22. **Est-ce que vous pensez que les femmes devraient participer à la prise de décision sur la gestion de votre communauté?** oui non
23. **Est-ce que vous pensez que les jeunes devraient participer à la prise de décision sur la gestion de votre communauté?** oui non
24. **Comment estimez-vous l'engagement des femmes pour le développement de votre Fokontany/communauté ?** Bonne Moyenne Faible
25. **Comment estimez-vous l'engagement des jeunes pour le développement de votre Fokontany/communauté ?** Bonne Moyenne Faible
26. **Êtes-vous membres de l'un de ses associations ?** oui non

c. *LE CIVISME*

27. **Selon vous en tant que citoyen, avez-vous des droits?** oui non
28. **Si oui, pouvez-vous citer trois droits de citoyens que vous connaissez ?**
 Droit d'élire Droit à l'éducation Droit au logement
 Liberté d'opinion, d'expression Egalité entre les individus Droit à la santé
 Droit du travail Droit à la propriété Droit à la Justice
 Droit à la sécurité Autres à préciser _____ NSP/Ne connaît pas
29. **Selon vous en tant que citoyen, avez-vous des obligations envers l'Etat et la communauté ?**
 oui non
30. **Si oui, pouvez-vous citer trois obligations de citoyens que vous connaissez ?**
 Respecter les lois Payer les impôts Faire vivre sa famille
 Soutenir le développement Enregistrer les terres Voter
 Scolariser les enfants Enregistrer les enfants à la naissance
 Autres à préciser _____ NSP/Ne connaît pas

F. *QUESTIONS SUPPLEMENTAIRES*

- 31- **Discutez-vous des questions relatives à la bonne gouvernance au sein de votre communauté ?**
 oui non
a. si oui : sur quel sujet,
 Sur les actions des autorités
 Sur les actions dont vous pourriez entreprendre auprès de ces autorités
 Sur les personnes aptes à faire les réclamations auprès des autorités
 Autres
- 32- **quelles actions, vous avez déjà entrepris sur la base des connaissances sur la bonne gouvernance véhiculés par l'émission ?**
 Participer aux réunions

- Faire des réclamations en cas de violation des principes de gouvernance
- Soutenir les autorités dans leurs actions
- Autres

33- sentez-vous capable de demander des comptes auprès des autorités ?

- oui non

i. si non, pourquoi ?

- Par respect
- Vous pensez que ce n'est pas votre rôle
- Vous ne savez pas comment abordez le sujet avec les autorités

34- Maintenant que vous avez acquis toutes ces nouvelles connaissances en matière de bonne gouvernance à travers l'émission MILA MASOANDRO ou autres , vous sentez vous prêt à les mettre en pratique dans votre vie quotidienne ?

- Oui Non Je ne sais pas

35- Pensez-vous que les autorités locales mettent en pratique les principes de bonne gouvernance tel que vous les avez cités ?

- Oui Non Je ne sais pas

36- Si oui, quelles actions les autorités locales ont déjà mis ou sont en train de mettre en place ?

- La transparence dans les actions
- Consultation de la population
- Font participer la population dans les activités
- Rendent compte à la population
- Font participer toutes les couches de la population dans la gestion.
- Défendent les intérêts et droits de la femme
- Je ne sais pas

37- Pouvez-vous dire que les autorités traditionnelles sont aussi redevables en matière de bonne gouvernance dans votre communauté ?

- Oui Non NSP

38- Avez- vous déjà suivi des émissions dans lesquelles les autorités locales répondent aux questions de la population par rapport à la gestion de votre communauté ?

- Oui Non Je ne sais pas

./..

Annexe 3: Calendrier de l'évaluation

	Date	description
Phase de préparation de l'évaluation	1 au 8 Novembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des enquêteurs - Préparation logistiques pour Tuléar - Préparation des outils
Phase de collectes des données	9 au 19 Novembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes - Focus group - Entretien individuel
Traitement des données	20 au 30 Novembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Transcription + analyses - Tabulation des données quantitatives
Rapport finale	1 ^{er} Décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction du rapport
Restitution des données	9 Décembre 2014	<ul style="list-style-type: none"> - Restitution du rapport aux OSC Tuléar

		Lieux	nov-14										
Planning			9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Voyage Tana-Tuléar	Tana												
Recrutement enquêteur mise au point des enqueteurs	Tuléar												
	Tuléar												
Enquête individuel	Tuléar												
	Milenaky												
	St Augustin												
Focus group	Tuléar							5					
	Milenaky				3								
	St Augustin						3						
Enquête	Tuléar												
	Milenaky												
	St augustin												
Traitement des données													

Annexe 4: Liste des personnes rencontrées

Lieu	Participants	Méthode	Lieu
Tuléar I	Equipe MAD 706 Tuléar	Enquête qualitative avec l'équipe mad 706	Bureau SFCG Tuléar
Tuléar I	Autorité locale	Entretien individuel du Maire Tuléar I et des présidents du FKT de Betania Est –Tsiengenega- Betania Tanambao	Mairie Tuléar I / FKT de Betania Est / Tsiengenega / Betania Tanambao
	Enquêteurs	Enquête quantitative dans les FKT de Betania Est –Tsiengenega- Betania Tanambao	FKT de Betania Est / Tsiengenega / Betania Tanambao
Tuléar II	Autorité locale	Entretien individuel avec le Maire de Milenaka et des president du FKT de Belavenoka-Milenaka-Ambatolily	Mairie de Milenaka / FKT de Belavenoka / Milenaka / Ambatolily
	Enquêteurs	Enquete quantitative dans les FKT de Belavenoka-Milenaka-Ambatolily	FKT de Belavenoka-Milenaka-Ambatolily
Tuléar II	Enquêteurs	Entretien individuel avec le maire de St Augustin et des présidents des FKT St Augustin- Anatsono-Lovokampo	mairie de St Augustin / FKT St Augustin / Anatsono / Lovokampo
	Enquêteurs	Enquete quantitative dans les FKT de St Augustin- Anatsono-Lovokampo	FKT de St Augustin- Anatsono-Lovokampo

Tuléar I	OSCs et acteur de Mila Masoandro	Enquête qualitative avec les OSCs de Tuléar I	
	Journalistes et gagnants concours	Enquête qualitative avec les journalistes de Tuléar I	
Tuléar II	OSCs et Gagnants du Concours à Milenaka	Enquête qualitative avec les OSCs de Milenaka	
Tuléar II	OSCs et Gagnants du Concours à St Augustin	Enquête qualitative avec les OSCs de St Augustin	
Tuléar I	Zamandary Chritian - zézé Velomila / Marovany	Enquête qualitative avec les responsables de station Soa Talily	Station radio Soa Talily
Tuléar I	PNUD- Centre des ressources des OSCs - Opérateurs de saisies	Centre des ressources OSCs Tuléar Enquête qualitative avec PNUD	Bureau SFCG Tuléar

Annexe 6 : thèmes traités dans le feuilleton Mila Masoandro

Thèmes :

- Droits civiques des femmes citoyennes
- Fonctionnement d'un système démocratique communal

CONNAISSANCES	ATTITUDES	COMPORTEMENTS
<p>Homme autorité traditionnelle</p> <p>1. Les préjugés et les stéréotypes liés à la tradition sont des blocages pour les femmes pour jouir de leurs droits et d'honorer leurs devoirs.</p>	<p>Homme autorité traditionnelle</p> <p>1. je cherche à connaître et comprendre les droits civiques des femmes, pour nous aider à trouver un terrain d'entente et pour mieux les valoriser dans le développement de ma communauté.</p> <p>2. Je n'utilise pas mes prérogatives traditionnelles pour aliéner les droits des femmes.</p>	<p>Homme autorité traditionnelle</p> <p>1. J'interprète la tradition en tenant compte des droits et devoirs de femmes pour renforcer la cohésion dans la communauté.</p>
<p>Homme autorité administrative</p> <p>1. Sans la participation active des femmes, qui représentent la moitié de la population, le processus de développement de la commune risque d'être boiteux</p> <p>2. Les femmes sont capables de participer dans la gestion de la commune, comme les hommes.</p> <p>3. Il est dans l'obligation de la commune de créer des mécanismes de participation inclusive de la communauté y compris les femmes pour la prise de</p>	<p>Homme autorité administrative</p> <p>1. Je valorise les opinions des femmes pour le développement de la commune.</p> <p>2. Je reconnais l'importance d'une collaboration avec les différents acteurs dans ma commune, surtout avec les femmes.</p>	<p>Homme autorité administrative</p> <p>1. Je collabore avec les autorités traditionnelles, pour que les femmes aient leur place dans la communauté.</p> <p>2. Je mets en place des espaces de concertation locales pour encourager l'implication des femmes dans la gestion des affaires publiques.</p> <p>3. Je n'hésite pas à confier des responsabilités aux femmes dans la gestion de notre commune</p>

décision concernant la gestion de la commune.		
<p><u>Homme mari</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les femmes sont capables de gérer financièrement leur foyer comme les hommes. 2. Les femmes ont le même droit que les hommes dans la prise de décision au sein de la famille (<i>cibles : les femmes</i>) 	<p><u>Homme mari</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Je valorise ma femme en tant que partenaire, parce qu'enfin on est complémentaires dans notre foyer. 2. J'accorde de l'importance à l'avis de ma femme 	<p><u>Homme mari</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Je traite ma femme avec respect et égalité, parce qu'enfin on est complémentaires dans notre foyer. 2. J'encourage ma femme à prendre part à la vie communale parce qu'elle a des idées et expériences différentes que les hommes. 3. J'écoute ma femme et je l'aide à s'exprimer en public parce qu'elle propose des bonnes solutions pour notre communauté.
<p><u>Femmes</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La commune a l'obligation d'informer par tous les moyens disponibles (<i>affichage, radio, réunion...</i>) la population sans distinction, sur la gestion de la commune. 2. Les femmes ont les mêmes droits que les hommes d'exprimer librement leur opinion ou leurs requêtes auprès de la commune. 3. Il est dans l'obligation de la commune de mettre en place des infrastructures sociales et économiques pour permettre à la population d'améliorer leurs conditions de vie et leur bien-être, dont un marché communal. 	<p><u>Femmes</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Je peux mieux défendre mes intérêts devant la communauté si je me regroupe avec d'autres femmes ayant les mêmes intérêts 2. Je ne peux pas participer activement sans m'informer sur le fonctionnement de la commune 3. Je suis prête à défendre mes idées pour qu'elles soient prises en compte et je surmonte ma peur de la perception et jugement des autres et participe activement à la vie communale 4. J'ai le devoir de partager mes connaissances sur les droits civiques pour surmonter les préjugés et aider les autres femmes à s'émanciper. 	<p><u>Femmes</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. J'intègre un regroupement de femmes pour mieux défendre notre intérêt devant la commune 2. Je m'instruis sur mes droits et devoirs auprès des différentes sources d'information (<i>Radio, gazette, affichage, focus group...</i>) 3. J'exerce mes droits civiques en demandant des informations auprès des autorités locales et exigeant la transparence de la gestion. 4. Je m'engage à un dialogue modéré avec les autorités administratives et traditionnelles pour prévenir le conflit et promouvoir la cohésion. 5. J'encourage les autres femmes à prendre part active dans le processus de développement de notre commun

**La présente publication a été élaborée avec l'aide du PNUD.
Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de SFCG et ne peut aucunement être considérée comme reflétant le point de vue du PNUD.**